

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 33. — 25 Avril 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Le Premier Mai et les réformistes

La C.G.T. Lafayette appelle, elle aussi, les ouvriers à chômer le Premier Mai et à faire une « manifestation imposante ». Il lui eût été difficile d'agir autrement. Mais il faut voir comment elle le fait, de quel ton elle lance son appel et la liste des revendications qu'elle dresse.

Le texte de cet appel est conforme à tout ce qu'elle écrit depuis la guerre et caractérise la position prise par ses dirigeants en août 1914, reniement radical et dans tous les domaines de ce qui constituait le syndicalisme révolutionnaire.

Elle parle encore timidement de la classe ouvrière, mais jamais pour l'opposer à la bourgeoisie et la dresser contre elle. La bataille de classes n'est que barbarie et n'a plus de raison d'être quand existe un Bureau international du Travail où gouvernants et patrons font une place aux « représentants » des organisations ouvrières.

Aussi ce n'est plus de régime capitaliste — cause de l'exploitation et de la misère ouvrière d'abord, des guerres impérialistes ensuite — qu'on dénonce, mais seulement la « ploutocratie ». Il y a de mauvais patrons, mais il y en a aussi de bons avec lesquels il est possible de s'entendre. C'est l'application dans la paix des principes commandant la position adoptée au cours de la guerre lorsque la préparation de la révolution sociale fit place à la lutte contre l'impérialisme allemand. La bourgeoisie récompensa alors ses alliés précieux et imprévus en leur faisant une petite place dans ses conseils, et la peur de la révolution lui fit comprendre, au lendemain de la guerre, tout le profit qu'elle pouvait tirer de cette collaboration.

L'appel confédéré ne manque pas de déplorer l'« inertie coupable » des ouvriers. Si la C.G.T. ne fait pas pour eux davantage, c'est parce qu'ils sont trop passifs. C'est un thème que Jouhaux développe dans chacun de ses grands discours.

Mais les ouvriers n'ont pas toujours été passifs, ni pendant la guerre, ni depuis. Leur action a même parfois pris une ampleur qui inquiéta la bourgeoisie. Qu'ont donc fait dans ces circonstances, Jouhaux et ses amis ? Ils ont toujours aidé, ouvertement ou hypocritement, la bourgeoisie à écraser les mouvements de révolte des ouvriers, qui n'étaient pas inertes, mais agissants et s'attaquaient à la racine même de l'exploitation capitaliste.

L'Union des syndicats confédérés de la région parisienne, qui a repris vie grâce à la sottise des dirigeants de la C.G.T.U., dénonce en une affiche provocante la C.G.T.U. comme une organisation politique, tandis que la C.G.T., elle, serait une organisation pleinement indépendante et qui ne fait pas de politique. Mais les revendications qu'elle formule pour le 1er Mai constituent un programme politique bien connu ; elles vont de l'école unique à l'« organisation de la paix sûre et durable par l'application de l'arbitrage obligatoire ». C'est le programme politique du cartel des gauches et c'est sur cette

formation politique que s'appuie constamment la C.G.T. Lafayette.

Il serait vain de nier qu'elle a repris parmi les ouvriers une influence qui était des plus faibles en 1921 et dans les années qui suivirent. Et on sait très bien aussi que c'est la politique stupide et incohérente des Monmousseau et consorts qui le lui a permis. Le Premier Mai doit être et peut être pour les syndicats unitaires une occasion de se ressaisir, de redresser vigoureusement une situation inquiétante. A cela, de toutes nos forces, nous les aiderons.

A. ROSMER.

Lire en 3^e page:

Républicains et monarchistes en Espagne.

En 4^e page:

Où en est la dictature fasciste en Italie?

En 5^e page:

Folies et crimes stalinien (Lettres de l'U.R.S.S.).

En 6^e page:

« Pur et clair comme le cristal », par ALPHA.

Notre prochain numéro sera exceptionnellement imprimé et expédié mercredi 30 avril.

Dans la C. G. T. U.

CONTRE LES MENACES DE SCISSION

Le Conseil fédéral de l'Enseignement unitaire, réuni le 18 avril, placé devant les faits suivants :

1) Menaces d'exclusions pour non-conformisme avec la ligne actuelle du P.C. contenues dans les thèses adoptées au C.C. de l'U.S.R., menaces précisées par l'intervention de Vassart à ce C.C.

2) Violation par la direction confédérale de la légalité syndicale par l'organisation par-dessus la tête des conseils syndicaux régulièrement élus d'assemblées générales de syndicats (Enseignement Ardèche, Boulangers de Paris, T.C.R.P., Gaz, etc.) ; par l'organisation d'un congrès des pêcheurs bretons sans en aviser la Fédération intéressée (Alimentation) ; par l'organisation de Congrès des Ports par-dessus la tête de la Fédération régulière ; etc.

3) Négation de la démocratie syndicale par les campagnes d'injures contre les militants de la C.G.T.U. placés à des postes responsables par leurs organisations régulières ; par la création d'un organe des Ports et Docks dirigé contre cette Fédération ; etc.

4) Bluff sur la radicalisation des masses par les exagérations manifestes de la presse contrôlée par le P.C. et la C.G.T.U., ce qui ne fait que déconsidérer presse et organisations.

5) Lancement de mots d'ordre inadaptes à la capacité actuelle de la classe ouvrière française comme la journée du 6 mars, la grève générale des mé-

taux et la grève de 24 heures des cheminots pour le 1er mai, etc., qui précipitent la coupure de la C.G.T.U. des masses, accentuent la manifestation de la faiblesse momentanée du mouvement ouvrier, permettant un renforcement de la répression profasciste.

Constata que tous ces faits ont pour résultat de créer au sein de la C.G.T.U. un malaise provoquant un état d'esprit de scission et de départ dans l'autonomie, chemin de la C.G.T. intégrée à l'appareil bourgeois.

Le Conseil fédéral dénonce toutes ces provocations comme mortelles pour le mouvement ouvrier de même qu'il condamne avec force les tentatives de passage à l'autonomie, comme les mesures de scission et d'exclusion, d'où qu'elles viennent ;

Fait appel à tous les éléments courageux de la C.G.T.U. pour se dresser contre ces menaces de désagrégation du mouvement révolutionnaire au profit de la bourgeoisie et de ses alliés réformistes.

Le Conseil fédéral approuve la publication d'un manifeste inspiré de ces considérations à tous les militants des Fédérations de la C.G.T.U.

Et mandate le Bureau fédéral pour aider au rassemblement de toutes les forces décidées à ce redressement du syndicalisme unitaire de lutte de classes.

Nous comptons donner le manifeste ici annoncé, dans notre prochain numéro.

Ce que les staliniens font du Secours Rouge

Le meeting organisé le 19 avril à la Bellevilloise par la sous-section juive du Secours Rouge contre les « provocateurs trotskystes » a réuni une centaine de camarades. Notons tout d'abord que dans les réunions qui ont un autre but que celui de combattre les trotskystes, la sous-section juive rassemble ordinairement 5 à 600 ouvriers.

L'abstention d'un grand nombre de ceux-ci à la réunion du 19 avril est donc bien significative.

Parmi la centaine d'ouvriers qui se sont dérangés, il y avait la brigade de choc au complet et quelques ouvriers curieux de voir un spectacle « hors programme ». Il y avait aussi un bon nombre d'oppositionalistes dont une vingtaine de camarades français venus pour apporter la contradiction à l'éventuel délégué du Parti communiste (Doriot ou Florimond Bonte).

La maigre assistance a obligé les organisateurs à ouvrir tard la séance. Ils attendaient toujours en vain la foule. Les deux premiers orateurs juifs parlèrent de tout (radicalisation, rationalisation, conquête de la rue, prise du pouvoir, etc.), sauf des « provocateurs trotskystes ». Les dirigeants de la sous-section étaient visiblement gênés. Ils ont chargé Blache, délégué du Secours Rouge, de cette sale besogne.

Aussi longtemps que les orateurs se bornèrent aux généralités bien connues la réunion se déroula dans le calme absolu. Mais aussitôt que Blache eut com-

mencé d'injurier Trotsky, une partie de la salle a élevé une vigoureuse protestation.

Des cris « Vive Trotsky ! » « Vive Racovsky ! » dominèrent la voix de l'orateur.

Mais nos camarades furent cernés aussitôt par la brigade de choc, puis sauvagement frappés et entraînés vers la sortie. Tous ceux qui protestaient, bien qu'ils ne répondirent pas aux violences, étaient brutalement jetés dehors ; plusieurs avaient le visage en sang, d'autres avaient été mordus. Une partie des camarades ainsi refoulés rédigeaient immédiatement une protestation qui recueillit les noms de Treint, Marc, Allègre, Grambert, Sarah, Simon, Waïes, Gillet, Davanne, Libéron, Barré, Decotignies, Capdeville, Hala, Volodia, Jubrot, Félix, S...y, Mendelée.

Blache, interrompu par la bagarre, reprit son exposé, mais préféra alors parler de la révolte de Yen-Bay.

Quand un de nos camarades demanda la parole pour répondre à Blache, une nouvelle bagarre se déclancha. Cette fois, les organisateurs étaient décidés à mettre tous les protestataires dehors. Toute une bande entoura nos camarades français et les poussa vers la porte de sortie. Il faut noter que nos camarades avaient à ce moment une attitude tout à fait « tolstoïenne » ; pendant qu'ils criaient « pas de violences camarades, pas de violences », les staliniens redoublaient de coups et ils

réussirent à en expulser la plupart. Nous ne songeons pas à reprocher à nos camarades leur attitude parce qu'une riposte violente de leur part n'aurait pu que servir la provocation préméditée des organisateurs de la réunion.

Quand la salle eut été « vidée » de contradicteurs, les orateurs juifs reprirent courage et leurs discours furent consacrés aux « provocateurs, policiers, traîtres, trotskystes ».

Mais minuit approchait et, après que Dallet, délégué du P. C. F., eut essayé de démontrer que la théorie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » était de Lénine (et non de Staline), le président déclara que la sous-section juive du Secours Rouge avait décidé dès le début de la réunion de ne pas donner la parole aux trotskystes.

La séance fut alors levée. Ainsi, par la ruse et par les coups, les staliniens ont « triomphé ».

Il reste à dégager la leçon de cette réunion. Comme nous le disons plus haut les abstentions nombreuses à ce meeting sont significatives. Les ouvriers refusent absolument de croire que nous sommes des provocateurs. Et le « secours » apporté par le Secours Rouge n'y changera rien.

Nous devons organiser avec le concours des camarades français une réunion publique dans laquelle nous expliquerons aux ouvriers le sens politique de cette campagne de calomnies contre nous. — O.

LA SEMAINE

Le cent sixième.

La S.F.I.O. poursuit toujours sa pacifique conquête du pouvoir, aux dépens des radicaux. Mais cela se passe à la Chambre, après consultation très démocratique des électeurs. A Sète, le socialiste Salette a été élu. Lorsque Salette a fait son entrée à la Chambre des députés, « tandis que les radicaux demeureraient figés à leur banc », comme dit le *Populaire*, un député socialiste s'est écrié : « C'est le 106e qui entre ! » Cri du cœur. Voyez-vous cette conquête du pouvoir, que réclament les affiches de la fédération socialiste de la Seine, réalisée par augmentation d'unités successives à la Chambre, jusqu'au jour où le président technique Bouisson pourra annoncer : « Trois cent septième et dernier. »

Dégrèvements de classe.

Le vote du budget s'est accompagné du vote d'un certain nombre de dégrèvements. Bien entendu ces dégrèvements n'ont porté que sur des impôts qui pèsent sur la grosse bourgeoisie industrielle et commerciale et sur les riches consommateurs (diminution de la taxe de luxe). Le principal dégrèvement concerne les opérations de Bourse et l'impôt sur les valeurs mobilières, et les autres concernent l'impôt foncier et l'impôt sur les denrées périssables. Seule la diminution des impôts indirects pourrait alléger le sort des masses populaires. Mais naturellement il n'en est pas question. Malgré le vote du premier « train » de dégrèvements la presse bourgeoise continue à en réclamer de nouveaux, toujours destinés à alléger la grande production, le commerce, et la spéculation financière, bien entendu. En fin de compte, et à cause du vote des dégrèvements réclamés par la grande bourgeoisie, Tardieu a réalisé de justesse l'équilibre de son budget de « prospérité », ce qui doit faire ricaner Poincaré.

Les assurances sociales.

La Chambre a engagé la discussion pour le vote des rectificatifs à la loi sur les assurances sociales. La bourgeoisie ne peut se résoudre à voter cette loi, même réduite et mutilée. Et cependant, il est déjà prouvé qu'elle n'apportera pas une charge si lourde aux producteurs, et au contraire qu'elle leur permettra souvent de mieux se soumettre les ouvriers. Les socialistes et la C.G.T. frémissent d'impatience. Ils considèrent comme une immense victoire le vote d'une loi qui reporte pour moitié sur les épaules des ouvriers les charges de l'assurance qui devraient être entièrement supportées par les patrons. Toujours pour jouer à l'homme de gauche, Tardieu défend la loi. Mais le *Populaire* et la S.F.I.O. ne veulent pas partager avec Tardieu le privilège de « faire voter » la loi. Aussi prétendent-ils journellement que Tardieu s'apprête à suspendre brusquement la discussion à ce sujet. Ainsi l'une des dernières lois « démocratiques » que la bourgeoisie puisse encore consentir, sert-elle de tremplin à tous les hâteleurs de la Chambre.

Tout doux, Longuet !

Longuet vient de faire un petit voyage en Espagne. Dans le *Populaire* il en a rendu compte. D'après lui la république est proche, mais il ne nous dit pas comment elle se réalisera, ni surtout si le parti socialiste compte pour cela agir comme il l'a fait sous Primo de Rivera dont il a été un des meilleurs soutiens, ce que Primo reconnaissait en octroyant la légalité au parti socialiste. De cela, pas un mot. Par contre, le parti communiste est copieusement insulté par Longuet et « l'ami Sabarit », secrétaire du parti socialiste espagnol.

« Le parti communiste espagnol, dit Sabarit, il est important... dans la Seine. — Comment, dans la Seine? — Oui, mon cher ami, ses forces sont massées en formations compactes... à St-Denis. — Mais, en Espagne? — Absolument « inconnu au bataillon ». Sabarit se vante. Le communisme existe en Espagne. Longuet peut s'en rendre compte en lisant la *Vérité*. Mais il faut ajouter deux choses. L'une c'est que le communisme était illégal et féroce réprimé par Primo, alors que le socialis-

me et les Sabarit étaient légaux et officiels. Ensuite il faut dire que les erreurs de P.C. en Espagne ont contribué à diminuer la force du communisme. Mais patience, M. Longuet, le prolétariat espagnol n'a pas encore dit son dernier mot à Alphonse XIII et à Sabarit. Le communisme espagnol non plus.

L'I.L.P. contre Mac Donald.

La politique du Labour Party au pouvoir n'est pas essentiellement différente de celle du parti conservateur. Voilà une vérité dont les prolétaires anglais — et hindous — commencent à se rendre compte, malgré toute la démagogie de ce que Renaudel appelle le « gouvernement ouvrier ». Ce mécontentement du prolétariat anglais est évidemment à la base de l'attitude actuelle de l'Independent Labour Party, aile « gauche » du Labour Party. Celui-ci a reproché au Labour de ne pas réaliser au pouvoir ce qu'il avait promis avant les élections. Au congrès qu'il vient de tenir, l'I.L.P. a voté la résolution suivante : « Le conseil national du parti estime qu'il y a urgence à reviser l'organisation de l'Independent Labour Party afin de pouvoir offrir à la classe ouvrière de ce pays des directives politiques radicalement différentes de celles de la politique officielle du Labour Party ». Théoriquement c'est une menace de scission ; bien sûr qu'il est impossible de compter sur l'I.L.P. pour constituer un véritable parti révolutionnaire du prolétariat, mais cela prouve qu'il y a place pour un tel parti, c'est-à-dire pour un parti communiste. Quant au P.C. officiel, il est loin, très loin, de remplir sa tâche.

Commerce anglo-soviétique.

Le 18 avril, Sokolnikov, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Londres, a signé avec Henderson un traité de commerce qui vient compléter le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'U.R.S.S. Il est certain que Mac Donald et Henderson ne voient dans ce traité, comme en général dans les relations entre les deux pays, que l'aspect purement commercial. Il s'agit pour l'Angleterre, de chercher à s'ouvrir le « marché russe », et de diminuer d'autant son chômage. Il ne faut pas voir dans cette politique d'accord avec l'U.R.S.S. un renversement complet de la politique suivie à ce sujet par les conservateurs. On sait qu'après la rupture des relations diplomatiques réalisée par Baldwin, le commerce entre l'Angleterre et l'U.R.S.S. n'avait pas diminué. Aujourd'hui, il s'agit simplement de l'augmenter, au bénéfice de la bourgeoisie. Mais les conservateurs ne pouvaient pas réaliser eux-mêmes cette politique, et c'est aux travaillistes à les remplacer. Il est clair que ce traité de commerce ne pourra pas sérieusement améliorer la situation économique de l'Angleterre. Par contre il peut être un utile instrument entre les mains de l'U.R.S.S. Mais la bureaucratie stalinienne saura-t-elle s'en servir ? On peut en douter.

LA LETTRE OUVERTE AUX MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE RUSSE,

par Léon TROTSKY

vient de paraître dans le numéro 20 de

LA LUTTE DE CLASSES

au sommaire de ce numéro :

Les Internationalistes dans la Commune de 1871, par G. M. STEKLOV. — La mise en valeur des colonies et la bourgeoisie annamite, par MINH-KIM. — Le rôle de la social-démocratie en France, par ARIAT. — La nouvelle orientation de la C.N.T. d'Espagne, par LA-CROIX. — L'expérience de la capitulation, par ALFA. — « Monde » à l'envers. — La part des salaires dans les prix de vente. — Chronique des livres : Plekhanov, Cambo, Boukharine, Istrati, etc...

Prix du numéro : 2 fr. Abonnement, 1 an : 20 fr. ; six mois : 10 francs.

45, Boulevard de la Villette, Paris-10e.

DANS LE PARTI

Le parti continue à végéter. Maintenant, l'absence de vie politique devient une maladie permanente qui se révèle dans toute sa gravité à chaque événement important.

Actuellement toute « l'activité » des rayons est orientée vers la préparation du 1er mai. C'est-à-dire que l'appareil se dépense en agitation stérile pour préparer un 1er mai de lutte, voire la grève politique et revendicative de masse. Dès à présent, il est clair que la majorité des membres du parti eux-mêmes se désintéressent de cette préparation, attestant ainsi à quel faible degré se trouve la « radicalisation » des masses. Nous y reviendrons après le 1er mai.

Tous dans le même sac ?

Partout où l'opposition de gauche parvient à se constituer et à se cristalliser dans le parti, l'appareil engage la lutte avec les moyens qu'on lui connaît, c'est-à-dire déloyalement et par les menaces jointes à l'hypocrisie. Un exemple vient d'en être donné à Saint-Ouen. Nous avons dit, dans la *Vérité* que nous avons tenu à Saint-Ouen une réunion. Le maire socialiste-communiste Lesesne nous avait refusé la salle de la mairie, tout comme aux organisations du parti. *L'Aube sociale* donna un compte rendu de cette réunion, sous le titre : « Tous dans le même sac ». Mais l'auteur de l'article, qui fut le contradicteur du parti à notre réunion, contredit immédiatement le titre de son article en écrivant : « Parmi les exclus de notre P.C., il faut distinguer deux tendances : les gauchistes qui trouvent que notre parti lance des mots d'ordre trop éloignés de la situation des travailleurs, et qui le coupent des masses dans son action ; les autres, les droitiers, le plus souvent électoralistes pur-sang, voyant la révolution libératrice avec la collaboration des classes... »

Ainsi, les oppositions ne sont pas toutes dans le même sac ! Cela n'empêche pas ensuite l'auteur d'écrire que « nous n'avons pas pu dire notre position nette », etc... En réalité, les camarades présents ont très bien compris notre position, et n'ont trouvé aucun argument sérieux à lui opposer. Ils ne s'en tirent alors que par les mensonges comme le compte rendu de *L'Aube sociale* et en disant que nous seront combattus par le parti (c'est-à-dire l'appareil) « au même titre que la bourgeoisie et les social-fascistes ».

Mais l'essentiel est, que malgré ces falsifications et ces mensonges de l'appareil, de nouveaux camarades reconnaissent constamment la justesse du point de vue de l'opposition de gauche, en le différenciant nettement des opposants de droite et des opportunistes de toute sorte.

Certes, nos progrès sont lents. Il ne faut pas le cacher. Mais ils sont continus. Du reste, la propagande de la Ligue communiste dans le parti se heurte actuellement à un autre obstacle que la résistance de la bureaucratie : c'est l'absence de base. La parti n'a plus de vie normale. Plus de réunions nombreuses, où peut se faire la discussion politique, plus d'organismes vivants. Seuls, les rayons et sous-rayons s'agitent spasmodiquement grâce au squelette de l'appareil, en tentant par-ci, par-là de constituer des cellules, d'en ranimer d'autres. Il s'ensuit que sans milieu de parti normalement constitué, aucune propagande ne peut se faire sérieusement, ni celle de l'appareil, ni celle de l'opposition. C'est là un des aspects les plus inquiétants de la crise du parti, sur lesquels nous aurons à revenir.

Quels sont les effectifs du Parti ?

L'état de désagrégation du parti transparaît nettement jusque dans ses publications. Prenons par exemple le *Rapport d'organisation* présenté à la précédente conférence nationale. On y trouve une série de chiffres très instructifs. Voici les pertes avouées pour quelques régions : région parisienne 44 %, Est 78 % ; Marseillaise 42 %, Nord 26 %, Lyon 17 %, Alsace-Lorraine 33 %, Troyenne 49 %, Languedoc 15 %, Orléanaise 20 %.

Quant aux chiffres totaux, c'est la fantaisie la plus complète. Le rapport indique pour décembre 1929, 39.470 (pas un de plus, pas un de moins, voir p. 8) ; mais dans le tableau annexe I, on indique 38.247 (pas un de moins, pas un de plus). Cela n'empêche qu'à la même époque, Sémard fournissait à l'Internationale le chiffre de 35.000. Or, justement, le Rapport indique que le nombre des ouvriers étrangers,

membres du Parti est de 2.500, nombre qui correspond à 7 % de l'effectif total, soit à 7 % de 35.700 (cf. p. 10). Ainsi, dans le même Rapport, on donne trois chiffres différents, poussés cependant jusqu'aux unités !

Dans des réunions intérieures du Parti les fonctionnaires donnent le chiffre de 28-30.000. En fait, 20.000 doit être un chiffre maximum. D'ailleurs les trois quarts des membres n'assistent pas, ou très irrégulièrement, à leurs réunions de cellule. Dans la R.P., le travail pratique (collage d'affiches, distributions de tracts, etc.), est assuré par 1.000 ou 1.500 camarades sur un effectif officiel de 8.500.

Pour les cellules, situation semblable. Le rapport indique, page 11, un nombre global de 2.600 cellules (3.308 en 1927), dont 666 cellules d'entreprise. Mais la somme globale fournie par le tableau annexe I indique 392 cellules d'entreprise et 239 cellules du personnel à statut.

La majorité des cellules d'entreprises privées est composée uniquement de *rat-tachés*. Dans la R.P., il y a 134 cellules, sur le papier, mais en réalité, une dizaine. La section est ressuscitée sous forme de cellules locales ou de rue. C'est la généralité des cas en province.

En ce qui concerne les comités de lutte et les syndicats, le rapport confirme ce que nous avons écrit dans la *Vérité*. Il n'y a que très peu de comités de lutte, et pas de fractions communistes de base dans les syndicats : tout repose sur l'appareil des bureaucraties. Il en est ainsi dans toutes les organisations dans lesquelles le parti impose ses méthodes et ses mots d'ordre. Ainsi, malgré l'influence dont il dispose dans certaines organisations de masse, le parti ne se soude pas véritablement aux larges masses ouvrières. Seul l'appareil maintient une liaison bureaucratique.

Sur la main-d'œuvre étrangère, le Rapport montre que les groupes de langue ne travaillent pas étroitement avec le parti, et en général que la vie du parti n'est pas assez liée avec celle des camarades étrangers. Sur ce point, nous avons indiqué nettement nos critiques et notre position dans plusieurs articles publiés par la *Vérité*. Au sujet de nos camarades oppositionnels hongrois, on lit page 36 : « Leur activité s'est transposée dans les syndicats où ils se sont livrés à un travail d'organisation. Des exclusions ont dû être prononcées contre eux par le syndicat. » Notons cet aveu cynique sur la façon dont les staliniens respectent la démocratie syndicale.

Enfin, le Rapport donne les chiffres suivants sur *l'Humanité* : (p. 42) la moyenne journalière du tirage a été de 196.036 exemplaires pour 1929. La vente moyenne a été de 154.000 (170.000 en 1927). La vente des *Cahiers du Bolchévisme* serait soi-disant de 1.087 exemplaires.

Le Parti se tait sur les exclusions

L'état d'organisation qui nous est révélé par le Rapport ne fait que traduire la profonde crise qui continue à miner le Parti. Cette crise se traduit par une rébellion constante de la base du Parti contre l'appareil, mais la base est si faible que les bureaucrates l'étouffent automatiquement — ou l'excluent. A l'heure actuelle, les exclusions continuent, mais *l'Humanité* n'en souffle mot, justement parce que toutes les exclusions sont ordonnées contre la volonté des cellules. Ainsi, nous avons déjà montré la façon dont la direction du parti fait exclure nos camarades de la Fédération de l'Enseignement, parce qu'ils sont contre la « ligne » de la majorité confédérale. Partout la cellule dont ils sont membres se solidarise entièrement avec eux. L'appareil ne s'embarrasse pas pour si peu, et dissout la cellule entière. Ainsi en fut-il pour la récente exclusion de G. et L. Bouet, à Saumur (Maine-et-Loire), d'Aulas, à Chalon-sur-Saône. Mais de tout cela, pas un mot dans *l'Humanité* ! Même pour les opportunistes comme Piquemal et Salom, *l'Humanité* attendit un mois, et encore n'en parla-t-elle que parce que le *Ça Ira* y avait fait une large publicité.

Par ces méthodes, la direction accélère la crise du parti. Mais dès maintenant l'opposition de gauche organisée dans notre Ligue Communiste (Opposition) doit réagir. Tous les camarades et les cellules exclus doivent se réorganiser, vivre et se développer comme groupes de la Ligue Communiste (Opposition).

Coup d'œil sur l'Espagne

Républicains et monarchistes

Tous ceux qui, au lendemain de la chute de Primo de Rivera, s'attendaient à la révolution imminente en Espagne, vous interrogent à présent un peu déçus : « Eh bien quoi ? elle n'est pas venue ? ». Le pessimisme, un pessimisme déplacé a fait place à l'optimisme non moins déplacé d'il y a deux ou trois mois. C'est qu'il ne faut pas juger de l'approche ou de l'éloignement de la révolution par le bruit ou par le silence. Car après les premiers bruits qui suivirent la chute de la dictature, il semble que nous sommes rentrés dans le calme...

Essayons de jeter un coup d'œil objectif sur la situation actuelle de l'Espagne. La vague républicaine qui, tout de suite après la chute de Primo, semblait devoir balayer la monarchie en quelques semaines, s'est assagée. Il a suffi pour cela que le gouvernement Berenguer arbore d'un côté la menace d'appliquer la loi constitutionnelle qui rend intangible la personne du roi et, de l'autre, qu'il renouvelle chaque jour la promesse de préparer au plus tôt les élections. Plus de cris subversifs ! Et quand le gouvernement daigne autoriser une conférence républicaine, les orateurs ont recours à la poésie pour attaquer timidement Alphonse XIII.

Le sentiment républicain est toujours vivace, mais le confusionnisme est partout

Certes, le sentiment républicain est aussi vivace aujourd'hui qu'au lendemain de la chute de Primo. La moindre parole républicaine est accueillie par des applaudissements enthousiastes. Ceux qui, comme l'un des fils de Maurra, l'assassin de Ferrer, ou l'ancien ministre monarchiste Alcalá Zamora se déclarent républicains, même en y ajoutant le mot conservateur, obtiennent des succès faciles. Et les centres républicains s'organisent partout, même dans les villages les plus reculés. Mais il existe un confusionnisme formidable dans les cadres républicains, comme d'ailleurs dans tous les milieux politiques et dans les organisations ouvrières, et Berenguer a su en profiter, ainsi que les éléments réactionnaires, pour gagner la première bataille contre le républicanisme et essayer de sauver la couronne d'Alphonse XIII. Les républicains sont divisés au moins en sept partis. Ils semblent tous désirer l'union, mais simplement en vue des élections. Personne parmi eux ne paraît d'abattre la monarchie par la force et ils attendent tous que le... miracle se produise grâce au sacro-saint suffrage universel.

Les socialistes prêts à collaborer avec les partis bourgeois

Les socialistes, eux, après avoir appuyé la dictature et la monarchie pendant six ans et demi, se déclarent à l'heure actuelle de farouches républicains. Dernièrement, ils ont voulu donner une impression de leur force en organisant une manifestation nationale pour l'inauguration du mausolée de Pablo Iglesias. Il faut l'avouer franchement : ils ont réussi à grouper environ 50.000 manifestants. Après, dans un meeting, les chefs socialistes ont précisé leur tactique : « Il faudra que ce qui va venir compte avec nous. Nous sommes prêts à examiner le « mariage » avec les partis républicains... » La bourgeoisie républicaine compte avec eux, bien entendu. Elle sait que les chefs socialistes ne sont pas difficiles et qu'ils se prêtent volontiers à toutes les combinaisons qui tendent à sauver le régime. Jean Longuet qui représentait à la manifestation de Madrid le socialisme français et la social-démocratie allemande, oubliant ce que disait le vieux Bebel des éloges bourgeois, est revenu charmé de ceux que la grande presse bourgeoise libérale adresse tous les jours aux socialistes. La social-démocratie internationale met de grands espoirs dans le so-

cialisme espagnol ; celui-ci, au bras des républicains bourgeois, s'appête à faire ce qu'a fait avant lui la social-démocratie dans la plupart des pays européens : sauver le régime. Nous parlerons de l'importance du rôle que peut jouer le socialisme espagnol dans un prochain avenir et du besoin impérieux qu'il y a de le démasquer devant les masses quand nous examinerons les perspectives du mouvement ouvrier et les problèmes de la tactique qu'il nous appartient d'appliquer.

Glissement anarcho-sindicaliste vers le réformisme et le légalisme

Les anarcho-sindicalistes, eux, glissent de plus en plus vers le réformisme et le légalisme petit-bourgeois. Ils multiplient leurs visites au gouverneur de Barcelone et aux gouvernants de Madrid. Ils renient publiquement leurs méthodes de lutte d'antan, qui ont conduit le prolétariat à des échecs criminels, mais pour tomber dans des méthodes tout à fait opposées : de l'extrême « illégalisme » — l'apoliticisme, le terrorisme individuel, etc. — dans un légalisme extrême. Ils sont arrivés, ces jours derniers, à demander publiquement la protection des autorités contre les provocations des syndicats dits « libres » (visite des leaders anarcho-sindicalistes Vidiella et Guilez au journal libéral bourgeois *Heraldo de Madrid*). D'un autre côté, ils sont toujours prêts à appuyer les républicains aux prochaines élections.

Donc tous les éléments de gauche, des républicains modérés aux anarcho-sindicalistes, en passant par les républicains radicaux et les socialistes, se rencontrent dans leur désir de réaliser un front unique en vue des élections.

Activité des éléments monarchistes

Mais le gouvernement et les éléments monarchistes font aussi leurs préparatifs. Le comte de Romanones ne parle déjà plus « d'une République présidée par le roi », mais de la continuité de la monarchie avec comme bases deux grands partis tournants : le parti libéral, qui s'appête à se réorganiser en accord avec Garcia Prieto, le lâche qui favorisa le coup d'Etat de Primo, en démissionnant de son poste de président du Conseil, et le parti conservateur que préside, en remplacement de Sanchez Guerra, M. Bugallal. De son côté, M. Cambó, le financier catalan bien connu, multiplie ses efforts pour la création d'un grand parti national monarchiste.

Evidemment, le gouvernement Berenguer qui s'est imposé la tâche de sauver la monarchie à tout prix, appuie de toutes ses forces la réorganisation des partis monarchistes que préconise M. Romanones. Il est plus que probable, d'ailleurs, qu'il n'ira aux élections que lorsqu'il aura en main tous les éléments nécessaires pour assurer le succès des partis monarchistes.

Les élections que prépare le gouvernement, et dans lesquelles les républicains, les socialistes et les anarcho-sindicalistes placent tous leurs espoirs, seront donc des élections irrégulières. Croire autre chose est de la naïveté ou, plus sûrement, c'est faire sciemment le jeu de la monarchie espagnole. — G.

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître prochainement

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

Un volume de 500 pages
Prix actuel : 15 fr. franco

Après publication, le prix sera porté à 20 francs

Lettre d'Italie

L'expérience du "6 Mars"

Turin, avril.

Nous ne savons pas exactement ce qu'a été la « journée » du 6 mars dans les autres pays. Dans la presse clandestine de notre parti, après avoir tant crié, après avoir tant appelé les ouvriers aux « démonstrations de rue » ; à l'« arrêt du travail » ; aux assauts contre les bureaux d'embauche fascistes ; etc., nous n'avons plus trouvé ni un mot sur la journée du 6 mars dans les autres pays, ni un mot sur l'expérience italienne. Je vais vous dire ce qu'on a fait ici, et qui reflète à peu près exactement ce qui s'est passé partout ailleurs.

Sauf une distribution de journaux et de tracts très limitée, aucun autre signe de la « journée » du 6 mars ne nous est parvenu. Pourquoi ? Il est absurde et ridicule — en particulier dans la présente situation italienne — de croire possible de jeter les ouvriers dans la rue à une date préalablement fixée, et sur la base d'un simple appel qui, par surcroît, reste complètement ignoré non seulement de la majorité des ouvriers, mais même des couches les plus proches de nous. Il faut ne pas avoir la moindre notion de ce qu'est un mouvement de masse pour croire qu'il suffit d'élever un peu plus la voix pour se faire écouter des masses.

Ce serait d'autre part une sottise de déduire du fait que le 6 mars rien n'est arrivé en Italie, que les conditions n'existent pas pour entraîner la masse des chômeurs et des ouvriers à la lutte. Au contraire, ces conditions existent et sont très favorables. Mais les méthodes employées par nos dirigeants ne sont aucunement faites pour aborder les masses ; tout au contraire elles sont faites pour les repousser. Au lieu de tout tenter afin que le Parti soit présent au milieu des masses, pour les guider dans toute leur action quotidienne contre le patronat et le fascisme, nos dirigeants parlent un langage et posent des objectifs que les masses jugent encore trop lointains ; par cela ils favorisent la passivité, découragent les camarades eux-mêmes, lesquels se rendent compte que s'il est difficile de convoquer et de faire fonctionner une cellule, il est encore plus difficile en réalité d'entraîner les masses vers la « grève politique », dans des « démonstrations de rue », etc.

Pour vous faire une idée de la situation des ouvriers à Turin, il vous suffira de connaître les faits suivants. En décembre dernier, Agnelli, le grand patron de la Fiat, laissa ses 20.000 ouvriers sans travail pendant trois semaines, sans recevoir un sou de salaire. Le chômage parmi les ouvriers est énorme. Or, notre Parti n'a pas même réussi à faire parvenir un tract, un petit journal à ces 20.000 ouvriers jetés à la rue avec leurs familles trois semaines durant. Cependant aucune occasion plus propice que celle-ci ne peut exister pour déclencher une agitation, un vrai mouvement de masses.

Même inertie de nos dirigeants après la reprise du travail. Le Parti aurait dû immédiatement se préoccuper de parler à ces ouvriers, de se lier avec eux pour les pousser à la lutte pour l'augmentation des salaires, contre les retenues sur le salaire destinées à rembourser les acomptes reçus des patrons, etc. Mais comment le faire si l'organisation est très faible et si elle n'est pas liée avec les ouvriers ? Voilà le problème principal qui est devant notre Parti dans la situation actuelle : s'efforcer de rapprocher le Parti des masses et de pénétrer dans les usines. Mais on n'obtient pas pareil résultat par des phrases et des plans très vastes et très généraux, qui peuvent très bien satisfaire ceux qui les dressent, mais qui, en pratique, découragent les camarades, sèment la méfiance à l'égard du centre dirigeant qui apparaît comme vivant hors de la réalité, prouvant par là son incompréhension des besoins réels des masses.

Cette démonstration, nos dirigeants nous l'ont donnée particulièrement à propos du 1er mai. Mais je reviendrai là-dessus dans une prochaine correspondance. — O.

Achetez toujours LA VERITE
au même marchand.

La "rencontre nationale" des jeunes ouvriers

La Fédération des Jeunes Communistes avait préparé à grand battage un Congrès des jeunes ouvriers dont nous avons longuement parlé dans notre précédent numéro. Ce Congrès aurait dû être imposant et réunir des centaines de jeunes ouvriers non membres des J.C. Mais, en réalité, aucun travail n'y fut fait.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur ce congrès, qui fut une profonde déception et n'apporta rien. Aujourd'hui, nous publions quelques notes d'un jeune délégué qui a compris quelle était la position de l'opposition dans cette question. La Ligue Communiste (Opposition) participe de toutes ses forces aux manifestations ouvrières, mais lorsque la bureaucratie du parti les fait échouer, elle dénonce sans pitié les responsables. C'est ce qu'elle fera encore maintenant.

La rencontre nationale a enfin eu lieu, mais c'est un bien piètre résultat en comparaison de tout ce qui avait été prévu et annoncé par la Fédération des Jeunes Communistes.

« L'Etat-major » — séparé de la masse des jeunes ouvriers, et sans liaison réelle avec les cellules — trace des plans merveilleux de manifestation de masse.

Le Congrès de la Jeunesse ouvrière promettait beaucoup, mais n'a rien tenu. Alors qu'on avait prévu au moins 600 à 700 délégués, nous n'étions qu'environ 300, dont les deux tiers étaient membres des Jeunes Communistes, et le reste constitué par les membres de la F.S.T. et les inorganisés.

Nous devons — toujours d'après l'état-major, — organiser des manifestations dans les gares à l'arrivée des délégations et des ventes en masse d'Avant-Garde.

Aucune manifestation n'eut lieu, et pour cause.

A la gare du Nord, 17 délégués arrivèrent au lieu des 200 prévus ; pas même une dizaine de camarades pour les recevoir.

A la gare de l'Est une vingtaine de délégués arrivèrent.

A la gare d'Austerlitz, les délégués ont chanté dans le métro... Voilà une manifestation !

Quant aux ventes en masse d'Avant-Garde, qui devaient servir de « démonstration de notre activité » elles subirent le même sort.

Pourtant quatre camarades vendeurs ont été arrêtés à la Bastille.

C'est peut-être cela qu'on appelle une vente en masse ?

L'ouverture du congrès eut lieu dans une fête solennelle qui fut drôlement illustrée.

Quelques jeunes camarades de la Ligue Communiste (Opposition) ont lancé leur journal dans la salle. Ils furent aussitôt expulsés.

Cent contre un ! Jamais les bonzes des Jeunes Communistes ne furent si courageux.

Leur argumentation, c'est les poings. Voilà où en sont réduits les jeunes staliens, vis-à-vis des révolutionnaires de l'opposition, alors que devant la Maison des Syndicats, avenue Mathurin-Moreau, les Jeunes Patriotes distribuèrent leurs tracts à tous les délégués, sans être inquiétés, et que les fascistes prirent la parole contre les jeunes ouvriers au sein du congrès !

Il est du devoir de tous les jeunes communistes de poser la question de savoir quelle position ils doivent prendre devant la « plate-forme » proposée par nos jeunes camarades de l'opposition de gauche.

Puisque la discussion est admise avec la Jeunesse ouvrière chrétienne, il est de notre devoir de jeunes communistes de l'imposer avec nos camarades révolutionnaires de l'opposition.

L'argument des poings, s'est bon pour les brutes policières, pas plus.

Un jeune délégué.

Avec notre correspondant, avant de tirer des conclusions plus générales la semaine prochaine, notons la façon dont l'appareil des J.C. entend la discussion. A la tribune du congrès deux jeunes, membres de la S.F.I.O. (des social-fascistes ??) et des adhérents de la Jeunesse ouvrière chrétienne purent s'exprimer en toute liberté et attaquer avec violence le communisme. Les Jeunes Patriotes purent distribuer des tracts tranquillement à tous les délégués.

Où en est la dictature fasciste en Italie?

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles dont le titre ci-dessus indique clairement l'objet. Lorsque Primo de Rivera est tombé, une question s'est aussitôt imposée d'elle-même : A quand le tour de Mussolini ? Mais la réponse ne peut être donnée, ou au moins cherchée, qu'à condition de connaître d'abord la situation actuelle du régime mussolinien, et, remontant plus haut, de marquer en quoi il se différencie de la dictature que Primo de Rivera avait imposée au peuple espagnol, puis de rappeler ses origines et les forces sociales sur lesquelles il s'est appuyé pour vaincre. C'est là un sujet d'étude et de discussion que nos camarades doivent mettre à l'ordre du jour de leurs groupes.

Plusieurs faits, soit de caractère international, soit particuliers à la situation intérieure du pays, mettent à l'ordre du jour la crise italienne, la crise du régime fasciste en Italie. Parmi les faits d'ordre intérieur, il y a toute une série de mouvements caractérisant le réveil des masses et une nouvelle disposition des masses à la lutte. Dans le domaine des faits internationaux il faut considérer en premier lieu les événements espagnols en liaison avec la chute de Primo de Rivera. Un article intéressant de Tarquin paru dans la *Lutte de Classes* (1) a très bien marqué la différence existant entre les deux dictatures : entre la dictature de Primo De Rivera, issue d'un « pronunciamiento » de juntas militaires, dans un pays parmi les moins développés économiquement et où le poids des anciens éléments féodaux est encore très sensible ; et la dictature des chemises noires, issue d'une longue période de guerre civile entre bourgeoisie et prolétariat, et s'appuyant sur un mouvement de masses petites-bourgeoises.

Le caractère de classe du fascisme

Mais on n'a jamais cessé jusqu'ici de discuter sur le caractère de la dictature fasciste en Italie. Pour les partis de la Concentration antifasciste bourgeoise qui a son siège à Paris, le fascisme est, en général, un phénomène au-dessus des classes, à étudier dans les cabinets de psychanalyse (Labriola) ; un phénomène morbide ayant ses origines dans la psychose de guerre (Nitti) ; une déviation, une dégénérescence des voies normales du capitalisme (Treves et C^e), les chefs social-démocrates italiens émigrés encore désireux d'assaisonner leur analyse avec un brin de marxisme édulcoré). D'autres encore ont voulu appliquer au fascisme le terme de *ceasarisme* (on affirmait même que Boukharine, séduit par une telle analogie, avait eu une fois l'idée d'écrire un livre sur le fascisme de ce point de vue). Mais la seule bonne méthode pour la compréhension et l'analyse du fascisme est toujours la méthode que Marx nous a apprise : la méthode ayant comme base la *lutte des classes* et s'appliquant aux conditions dans lesquelles la lutte des classes se développe dans les temps modernes.

Vu sous cet angle historique, le fascisme n'est que la dictature du capitalisme italien dans sa phase actuelle. Comme toute définition du fascisme, celle-ci aussi ne donne naturellement que le contenu essentiel : le contenu de classe. Le mouvement fasciste n'est pas un mouvement simple, un mouvement homogène. Sa ligne de développement, dès ses origines à aujourd'hui, est dans la direction de la défense du profit capitaliste et de la lutte acharnée contre le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ; mais les étapes parcourues par le fascisme dans son développement sont différentes, et chacune de ces étapes correspond à un mouvement différent du développement de la lutte des classes et des rapports sociaux des forces antagonistes : bourgeoisie et prolétariat. Ces étapes, nous les pouvons fixer à peu près ainsi :

1) Jusqu'à l'occupation des usines

(septembre 1920), époque où la vague révolutionnaire atteint son point culminant. Le fascisme est à ses débuts un mélange d'esprit combattant, d'« arditisme ». Il est encore, pour ainsi dire, une organisation de cadres, bornée aux villes, et composée dans sa majorité par d'anciens « arditi », anciens volontaires de guerre, mutilés et officiers démobilisés. Ses premières actions contre la classe ouvrière sont des « razzias », des actions de surprise, organisées avec l'aide et la complicité de l'Etat libéral. (La mesure gouvernementale assurant aux faiseux leurs cadres est un décret qui porte la signature d'un ministre social-réformiste : Bonomi ; c'est le décret qui prévoyait l'entretien des officiers démobilisés en activité de service aux frais de l'Etat). Dans cette période le mouvement ouvrier est encore trop puissant pour être ouvertement abordé même par les forces de l'Etat. (Giolitti, au lieu d'entrer en conflit avec les ouvriers retranchés dans les usines, préfère laisser opérer les social-réformistes pour avoir raison de l'occupation des usines). La force dont la bourgeoisie se sert dans cette période aiguë de la lutte des classes pour manœuvrer contre la classe ouvrière, c'est principalement la social-démocratie, laquelle, par l'aide qu'elle apporte à la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière, fraye le chemin au fascisme.

2) La deuxième étape du fascisme, l'étape du « squadrisme » et du « camionnisme » (assauts d'escouades armées montées sur des camions militaires) l'étape qui prépare la marche sur Rome, s'ouvre avec le commencement de la défaite de la classe ouvrière. (Défaite de l'occupation des usines).

De toutes les étapes du fascisme, celle-ci est la plus sanglante. Dans le pays c'est une véritable guerre civile qui se déroule. L'Etat libéral, l'ancien Etat libéral, rejette sa légalité qui l'étouffe ; il organise, appuie, protège la violence illégale des bandes fascistes.

Dans cette deuxième étape le fascisme n'est plus seulement une organisation de bandes armées : la défaite du mouvement ouvrier et révolutionnaire en Italie — due à des défauts intérieurs du mouvement prolétarien, et principalement au manque d'un parti organisé de la révolution — a comme conséquence de pousser dans les bras du fascisme des couches importantes de paysans (métayers, fermiers, petits propriétaires) dont la sympathie s'était progressivement éloignée du parti socialiste soit à cause de sa fausse politique de « socialisation de la terre », soit à cause de sa tactique qui dressait contre eux les diverses catégories de journaliers agricoles, au lieu d'essayer, et avant tout, de réaliser entre ces derniers et les petits paysans une politique d'alliance. Viendront encore grossir les rangs des faiseux les petits bourgeois démobilisés et sans travail, les mercantis gênés dans leurs trafics par les Coopératives socialistes, et aussi, pour une faible partie, les ouvriers déçus dans leur attente de la révolution.

La période de guerre civile

Crise de la petite bourgeoisie urbaine et rurale ; défaite du mouvement ouvrier révolutionnaire (septembre 1920) : telles sont les conditions dont le fascisme profite pour se développer.

C'est précisément dans cette deuxième étape qu'on assiste à ce qu'on a appelé : la « ruralisation » du fascisme. Le fer et le feu assurent la soumission des campagnes à l'esclavagisme agraire. Les villes — où de leur côté les industriels passent maintenant aux lock-outs, « épurent » les usines des ouvriers révolutionnaires, appliquent « leur » fascisme à eux dans les fabriques — restent isolées des paysans. En 1921 et 1922 — jusqu'à la marche sur Rome — la guerre civile bat son plein dans les villes et campagnes d'Italie.

Et c'est dans le brasier de la guerre civile que le Parti communiste naît et s'organise. Alors que la classe ouvrière

est forcée de battre en retraite, le Parti communiste d'Italie a pour première tâche d'organiser la ligne de résistance de la classe ouvrière, pour ensuite mener celle-ci à la victoire qui lui a échappée en 1920. Bataille âpre et difficile, se terminant par une nouvelle défaite de la classe ouvrière restée trop attachée encore au centrisme maximaliste et au social-réformisme, dont la politique, à cette époque, consiste à prêcher la passivité et à espérer la liquidation des bandes fascistes par ceux-là même qui les ont armées : par l'Etat libéral en décomposition, par la monarchie, les industriels, les propriétaires fonciers.

Si, dans la première étape du fascisme, ce qui caractérise le mieux la trahison des social-réformistes c'est leur pacte signé avec Giolitti pour l'évacuation des usines ; dans la deuxième étape fasciste, la trahison des chefs socialistes s'appelle le « pacte de pacification » conclu avec Mussolini. C'est ainsi qu'ils préparaient la voix devant mener au coup d'Etat de 1922.

A propos de ce coup d'Etat, je rappellerai en passant les discussions qui eurent lieu au IV^e Congrès de l'I.C. réuni à Moscou à l'époque de la marche sur Rome. Bordiga niait alors la possibilité de parler d'un coup d'Etat, attendu que c'était toujours la même classe qui restait au pouvoir. « La bourgeoisie ne peut pas faire un coup d'Etat contre elle-même », disait-il. Et il avait raison. Mais le coup d'Etat d'octobre 1922 n'était pas contre la bourgeoisie, c'était au contraire le coup d'Etat de la bourgeoisie, de la haute banque, de la grosse industrie et des gros propriétaires fonciers pour le renforcement de la dictature du capital impérialiste contre les intérêts des larges masses de la population. La marche sur Rome marque en conséquence la rupture violente avec les anciennes formes libérales et démocratiques, incompatibles désormais avec la défense du profit capitaliste ; elle signifie l'instauration de la dictature ouverte du capitalisme, la création du bloc gouvernemental industriel-agricole-fasciste, sous la direction du capital monopoliste.

La bourgeoisie derrière le fascisme

C'est un fait que la composition sociale du mouvement fasciste a subi dans les différentes époques de son développement des changements importants. Mais c'est une erreur que de croire comme le fait *Stato Operaio*, revue du parti communiste italien que le fascisme, à un moment donné de son développement — notamment à l'époque précédant la marche sur Rome lorsqu'au sein des faiseux la petite bourgeoisie urbaine et rurale avait une très nette prédominance — ait été pendant une période déterminée un mouvement politique autonome de masses petites-bourgeoises, et que, comme tel, il ait pu concevoir et réaliser un plan à lui de conquête de l'Etat, contre les anciens groupes dirigeants. En effet une telle erreur conduit à attribuer aux couches moyennes une initiative qu'elles n'ont pas et qu'elles peuvent avoir moins encore dans la période présente de la lutte des classes (domination du capital monopoliste, période de la révolution prolétarienne). Cette conception fautive aussi la conception marxiste de l'Etat moderne, organisation de domination du capitalisme. On oublie, en suivant cette erreur, la classe qui organise et dirige l'appareil de domination (l'Etat) ; et on finit par ne plus voir que le personnel politique dirigeant de l'organisation de l'Etat ; personnel qui, au contraire, peut très bien être recruté et embauché par des procédés et dans des milieux différents (fascisme ou social-démocratie, par exemple), selon le degré de la lutte des classes et le rapport des forces qui s'y opposent. En outre, il faut remarquer encore la confusion qu'on vient de faire entre le contenu de classe (dictature du capitalisme) et les formes que l'organisation de cette dictature peut se donner dans les différentes périodes historiques de la lutte des classes (formes

libérales, parlementaires, ou formes fascistes).

En résumé : il est strictement juste de dire que le fascisme n'a été, à aucun moment de son développement, un mouvement politique autonome, même si les petits bourgeois qui y ont jadis adhéré, et y adhèrent encore ont pu le croire et le croient encore aujourd'hui. (Nombreux sont les fascistes convaincus que Mussolini mène à Rome, une politique indépendante). Mais ce ne sont pas les illusions des petits bourgeois qui sont la réalité. La réalité est donnée par les rapports des classes qui se cachent derrière ces illusions. Or, dès que le fascisme est né, c'est un fait qu'il a été élevé et guidé constamment par les classes dirigeantes de l'Etat italien, par la bourgeoisie, par le capitalisme. La preuve en est que ceux-là qui subventionnèrent les premiers faiseux (banquiers, propriétaires fonciers, industriels), sont les mêmes qui ont ensuite subventionné la marche sur Rome (Confédération de l'Industrie, Banque commerciale, Consortiums agricoles, etc.).

En octobre 1922 la bourgeoisie italienne avait donc réalisé toutes les conditions politiques de la marche sur Rome : défaite et désagrégation du mouvement ouvrier ; rupture de la liaison entre ouvriers et paysans (isolement des villes, des campagnes) ; attente et même résignation au coup d'Etat par les couches démocratiques (Amenola, chef de la démocratie libérale, mort à l'étranger victime du fascisme, eut devant la marche sur Rome une attitude d'appui et d'encouragement de « l'expérience de Mussolini ». C'est ainsi que Mussolini put arriver à Rome et prendre le pouvoir sans qu'un seul coup fut échangé.

3) C'est de ce moment que l'on doit considérer la troisième et nouvelle étape du fascisme. C'est l'étape des réalisations du capital impérialiste ; l'étape de la politique féroce de compression et de spoliation des masses laborieuses pour l'accumulation des profits des capitalistes. C'est l'étape de la concentration industrielle et bancaire ; du développement du grand capital, de la grande industrie et de la bourgeoisie agraire.

Ces quelques remarques au sujet de fascisme sont, suivant nous, nécessaires pour permettre de répondre à la question que nous avons posée en commençant. Par tout ce qui précède on aperçoit que répondre à la question : « Où en est aujourd'hui la dictature fasciste en Italie ? » signifie donc analyser les éléments de la situation permettant de définir : primo : où en est la crise du capitalisme italien et de son régime fasciste ; secondo : où nous en sommes avec la formation du bloc révolutionnaire des ouvriers et paysans.

C'est ce que nous essaierons de préciser dans de prochains articles.

AKROS.

Nous sommes contraints, par manque de place, de renvoyer au prochain numéro l'article sur : la situation en Indochine après la révolte de Yen-Bay.

UNE BROCHURE QU'IL FAUT LIRE ET FAIRE LIRE

La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

L'exemplaire, 64 pages ... 3 fr.
10 exemplaires 20 fr.
25 exemplaires 45 fr.

(1) *Lutte de classes* n° 18, février 1930.

Lettres de l'Union Soviétique

Folies et crimes staliniens

20 mars 1930.

Je vous transmets une communication que nous avons reçue de N... : « Il vient d'arriver ici un nouveau camarade de Moscou, arrêté dans le nombre des « cent cinquante » (en fait ce chiffre doit être augmenté d'une bonne centaine). Deux d'entre eux furent expédiés chez Pluton : ils se nomment Rabinovitch et Silov. Il raconte que parmi les ouvriers règne actuellement un esprit d'expectative. A Serpoukhov, à l'usine de tissage, les ouvriers à la suite d'une agitation qui revêtit un sérieux caractère ont obtenu une augmentation de salaires pour certaines catégories. Les membres du parti ont participé à cette agitation.

Il est clair qu'il s'agit ici de l'exécution de deux camarades oppositionnels. Cette nouvelle n'a rien d'in vraisemblable. D'abord il y eut les exclusions du parti, puis les déportations, puis les « isolateurs », puis les sévices dans la prison de Kharkov et dans l'isolateur de Verkhni-Oural'sk, puis l'assassinat par la faim de Boutov, puis l'assassinat « accidentel » (à force d'être roué de coups) de Henriksou, à Léningrad (1). Pourquoi ne pas admettre désormais que l'on en est arrivé maintenant à expédier tout simplement les oppositionnels dans l'autre monde ? Les centristes s'acharneront de plus en plus sauvagement à mesure qu'ils sentiront le terrain leur échapper davantage. Il en est d'eux comme des mouches qui en automne, piquent plus fort...

Le dernier discours de Staline sur « l'ivresse des succès » est très certainement symptomatique. Je pense qu'en tournant à droite (lorsque ce mouvement à droite commencera) les centristes s'efforceront en même temps de nous faire endosser toutes leurs sottises ultra-gauches comme ils le firent avec les mesures extraordinaires en 1928. Comme ils détiennent la presse... C'est pourquoi il faut préalablement informer la classe ouvrière non seulement à l'étranger (là c'est plus facile) mais aussi ici, de notre attitude à l'égard des folies centristes. Il faut donc se hâter de faire une déclaration au parti et à la classe ouvrière. On ne peut absolument plus attendre.

18 mars 1930.

Beaucoup de changements durant ce mois. Grandes variations dans l'état d'esprit. On voit les hommes devenir plus « gauches » à chaque nouveau numéro du journal. La capitulation en tant que phénomène de masse touche à sa fin. La cause en est dans les dernières manifestations politiques qui ont démontré qu'en fait de ligne de conduite stable les centristes ont mis le cap droit... sur une désorientation politique complète. Ce que nous disions des périls de la politique putschiste des centristes s'est complètement confirmé. La collectivisation généralisée et la dékoulakisation sont venues se heurter à de très sérieux obstacles.

Dans notre région, où l'on a également appliqué la collectivisation généralisée, tout ne va pas bien non plus. On déserte déjà les kolkhoz en masse. Quelques-uns d'entre eux sont à la veille de se désagréger. L'article de Staline a été interprété par les paysans comme le signe de la capitulation et on le lit avec une sentiment de triomphe. Outre la résistance directe de la mentalité petite-bourgeoise tant au dehors qu'au dedans des kolkhoz, ce qui a été fatal à la campagne en faveur des kolkhoz, c'est la désorganisation du marché, le moujik effrayé à si bien fait la grève que les marchés sont devenus déserts. Or l'approvisionnement des villes s'avère avoir été un problème au-dessus des forces de la coopération. Chez nous à Kh..., par exemple, le marché est vide depuis longtemps. Ni farine, ni viande, ni poisson. Le beurre, les œufs sont choses rares, les prix montent d'ailleurs de jour en jour (le prix

(1) L'auteur de cette lettre, vu l'éloignement du lieu de sa déportation, n'avait pas encore appris l'exécution du camarade Bloumkin.

du beurre au kilo est déjà de 25 roubles, les œufs 1 rouble 50 les dix, etc.).

De Moscou on signale que l'atmosphère s'y ranime. De nombreux camarades ont été « retirés de la circulation » et dans certaines colonies, de nouveaux camarades sont apparus. Les temps les plus difficiles ; c'est-à-dire l'époque de certaines divergences entre nous, sont passés. Les événements prochains nous souderont encore davantage. — Salut chaleureux. — G.N.

Début de mars.

Dans un numéro récent de la Sibérie Soviétique on trouve une décision du Comité exécutif du Soviet régional où on lit entre autres choses : « Les exploitations koulaks destinées à être liquidées se divisent en deux groupes : 1° les koulaks actifs, parmi les plus riches, qui devront être déportés dans des régions éloignées, et 2° tous les koulaks restants qu'on laissera dans les limites de leurs rayons respectifs mais qui seront délogés et répartis sur d'autres terres hors des limites des kolkhoz. » Cette « liquidation » du koulak au moyen de l'article 58 et par mesure administrative, me rappelle le projet de feu Stambouliski (premier ministre « paysan » de Bulgarie tué par les fascistes) pour « déraciner entièrement » le mal communiste au moyen d'une déportation totale de tous les communistes bulgares (à ce moment on en comptait 38.000) dans les îles désertiques du littoral de la Mer Noire ou dans un autre endroit désert quelconque. Comme vous voyez, dans ce domaine également nos centristes volent leurs « idées » à d'autres, dans ce cas à un premier ministre petit-bourgeois de Bulgarie... Voici maintenant quelques nouvelles. On a disséminé un peu partout dans toute l'U.R.S.S. les chefs et demi-chefs capitulards. A ce sujet Radek a fait cette réflexion : « Sûrement L.D. va s'écrier : que Radek nous dise maintenant ce qui vaut mieux — Tomsk ou Voronège ! Ah ! il faut avouer que L.D. avait raison dans ses prévisions. Mais que faire?... Il n'y a pas d'issue, pas d'issue... » Du rire à travers les larmes !

A Tchichedrinsk on a arrêté trois oppositionnels déportés. On les accuse d'« avoir reçu des directives et de les répandre. » Tout simplement, l'« isolateur » les menace pour avoir correspondu avec des camarades dans un esprit qui n'est pas celui des capitulards. Avec une telle accusation les centristes peuvent arrêter toute la population des déportés. C'est ce qui commence d'ailleurs à être fait, car on a arrêté dernièrement à Tomsk quatre camarades qu'on a expédiés à Nijni-Sibirsk. On voudrait en avoir fini avec nous pour le 16e « concile ».

Comment interpréter votre lettre de novembre concernant les « concessions possibles ou inévitables à l'ennemi de classe dans la réalisation du plan quinquennal » ? De quelles concessions parlez-vous ? Jusqu'où iraient ces concessions ? Peut-être voudrez-vous nous écrire en détail votre opinion à ce sujet ? Cela serait bien utile. Quant à moi, personnellement, il me semble qu'étant donné la situation, après toutes les folies centristes dans les campagnes, le retour aux positions de notre plate-forme risque d'être interprété comme une concession. Mais comme on ne peut aller plus loin, je suis pour une telle concession, « c'est-à-dire pour le rappel des mesures qui ont conduit au « gâchis généralisé ». Je veux dire la « collectivisation généralisée » accompagnée de « commentaires » accusateurs ; je suis contre le déracinement du capitalisme par traction chevaline et dans l'enthousiasme d'agents du Guépéou ; je suis contre la « transposition » de la petite agriculture sur des rails « socialistes » en un de deux ans, car j'estime qu'une telle transposition ne donnera absolument rien et parce que je crois que la théorie du socialisme dans un seul pays est fautive. Je suis contre les monstruosité accomplies par les gaillards centristes dans les campagnes et qui font du koulak un martyr pour la cause « paysanne ». En un mot je suis pour la concession qui

consisterait en un retour aux positions de notre plate-forme. Est-ce de cette sorte de concession-là que parle votre lettre de novembre ? Ecrivez-le nous !

(— Note de la rédaction : Précisément de celle-là.)

13 mars 1930.

... En janvier on a « retiré de la circulation » de 150 à 200 camarades. Quelques-uns sont déjà arrivés aux lieux de déportation. Parmi eux on en compte — incroyable ! mais c'est ainsi — qui ont signé la déclaration de Smirnov et qui jusqu'à présent n'ont pas encore retiré leur signature. On les déporte néanmoins. Ce fait quant à moi me semble très typique et illustre à merveille l'inquiétude qui règne au camp des centristes et leur peur devant l'opposition. Tout semble indiquer qu'il nous faudra bientôt prononcer l'oraison funèbre de quelques capitulards de marque. On annonce de Ienisseïsk que R. a déjà décidé de capituler mais veut attendre le 16e congrès. Comme un fait exprès Staline tarde à le convoquer. Dans tous les écrits des capitulards revient sans cesse l'idée que pour le moment présent il ne peut y avoir d'autre politique que celle des centristes avec leur dékoulakisation et leur collectivisation généralisée. Mais s'il en était vraiment ainsi cela signifierait que le divorce (« dessoudure ») d'avec les masses paysannes de base a atteint une telle ampleur qu'il est à la veille de se transformer en une rupture définitive, avec toutes les conséquences que cela comporte. Comme toujours, les capitulards ont « un peu » exagéré pour excuser leur conduite. Je pense que si nous faisons retour aux positions de notre plate-forme tant dans la question agraire que dans les autres, cela atténuerait beaucoup la gravité de la situation. Un des capitulards de demain — I.R. — est terriblement « indigné » de ce que paraît-il « avant, L.D. prétendait que la réforme du parti devra précéder la crise économique tandis que maintenant il dit que sans crise économique la réforme du parti n'est pas concevable ». Quant à moi, je ne me rappelle ni où ni quand vous auriez posé le problème comme le souhaiterait R. Je pense que jamais vous n'avez ni voulu ni pu envisager la question d'une façon aussi scolastique. R.

s'imaginer probablement qu'il dépend de nous de déterminer ce qui doit arriver d'abord. Comme il a décidé, lui, que la réforme doit précéder la crise économique en U.R.S.S., et que la crise approche alors que la réforme ne se fait toujours pas, il voit qu'il devra aller à Canossa pour éviter qu'il ne se produise quelque rupture dans « le tour de rôle. »

14 mars 1930.

La façon de penser de Christian Guéorguévitch (Racovsky) coïncide parfaitement avec notre appréciation ainsi qu'avec la vôtre. Jusqu'à présent rien de nouveau n'est parvenu jusqu'à nous — l'isolement est terrible.

On annonce quelques arrestations parmi les capitulards, — oui, je dis bien, parmi les capitulards. Dans la colonie de N... on vient de déporter un « smirnoviste ». Or il n'avait pas retiré sa signature de la déclaration de capitulation. Maintenant il va, s'évertuer à prouver qu'il y a eu malentendu. Nos camarades ne l'acceptent pas dans leur colonie.

Je vous résume ce que je vous écrivais dans une de mes lettres — que ce qui se produit actuellement devrait se nommer une tentative de militarisation du travail paysan. Ce fait de militarisation indique une rupture complète (« dessoudure »). Les centristes estiment, que pour arriver maintenant à ce que les semailles et plus tard la récolte se fassent, il n'est plus d'autre voie possible. Mais, comme il convient, cette « dessoudure » est représentée chez eux comme étant le stade suprême, etc.

Si l'on accepte un instant que la « dessoudure » est inévitable et que la militarisation n'est que la préface d'une guerre civile, il faudra orienter le parti en prévision de cette triste perspective pour l'aider à s'opposer de toutes ses forces à la contre-révolution thermidorienne. Or au lieu de cela on endort le parti avec des chants de triomphe. Quant à nous, nous pensons que la « dessoudure » peut encore être dominée. Mais il faudra bien prendre soin d'indiquer clairement par quels moyens, dans les conditions présentes, cela peut être fait, car le dénouement est proche. C'est en cela que consistera la tâche de l'opposition.

Votre A. V.

La liquidation de la Conférence de Londres

Malgré les difficultés de la situation économique mondiale, l'entente n'a pu être totalement réalisée entre les impérialismes réunis à Londres. Non seulement l'antagonisme franco-italien n'a pu être résolu (ce qui est évidemment impossible) mais même atténué pour les années à venir. Cela tient à la situation spéciale de ces deux pays.

Les rivalités impérialistes ne permettaient donc pas la réalisation d'un pacte complet de limitation à cinq puissances. Elles se contentèrent d'adopter un projet interdisant pour cinq ans la construction des cuirassés autorisés par la conférence de Washington, projet qui n'a vu le jour que par suite des difficultés économiques du moment présent. Cela permettra à l'Angleterre de faire une économie totale de 6.250 millions de francs et pour l'ensemble des puissances signataires, de vingt milliards de francs.

La question des sous-marins a aussi fait l'objet du pacte à cinq : leur tonnage maximum par unité a été limité, malgré l'opposition de la France qui place son avenir militaire dans les grands croiseurs sous-marins. Par contre leur usage en temps de guerre a été « pacifiquement » généralisé. Les puissances avaient en 1921 signé une convention contre la « piraterie sous-marine ». La convention est supprimée, et on se contente de « réglementer » la « piraterie sous-marine », chose d'ailleurs purement formelle.

Une limitation générale des armements n'est intervenue qu'entre les trois grands colosses du militarisme naval, l'Angleter-

re, le Japon et les Etats-Unis. Un compromis a été péniblement élaboré entre l'Amérique et le Japon sur la question des croiseurs et des sous-marins, et le pacte à trois n'a lui-même qu'une valeur extrêmement relative qui tient à deux stipulations essentielles :

1° Il n'est valable que pour cinq ans. En d'autres termes, les impérialismes espèrent voir en 1935 sinon la fin de leurs difficultés économiques, du moins une sérieuse amélioration des débouchés, amélioration nécessaire à une extension matérielle du militarisme. Ce délai de cinq ans montre d'ailleurs avec quelle prudence et quelles réticences ils s'entendent à ne pas augmenter leurs armements. C'est que la question de temps joue un rôle considérable dans les armements navals. En cinq ans un pays hautement développé peut mettre sur pied des armées terrestres géantes avec un matériel formidable. On l'a vu pendant la guerre pour l'Angleterre et l'Amérique, mais en cinq ans, c'est à peine si on peut mettre à flot une demi-douzaine de cuirassés neufs et une dizaine de croiseurs. (Un cuirassé se construit en trois ans). C'est dire qu'en cinq ans, il est difficile à une puissance de modifier beaucoup ses forces navales. Cela explique la durée des « vacances navales » des grands impérialismes qui se soucient non de désarmer mais de conserver, avec le moins de dépenses, leurs forces actuelles.

2° Le pacte contient une clause de sauvegarde qui permettrait à une des puissances signataires de rompre le pacte si elle jugeait sa sécurité menacée par l'ex-

“Pur et clair comme le cristal”

Des choses mystérieuses se passent dans les sphères dirigeantes de l'Internationale communiste. L'appareil a atteint de telles proportions qu'il ne se gêne plus pour accomplir publiquement quelques-unes de ses « fonctions » clandestines. On publie des articles et des documents ayant notoirement une signification bien particulière, pour ainsi dire occulte. Les augures au premier degré emploient publiquement un langage intelligible seulement aux augures de second degré. Quant aux prêtres de troisième rang, ce langage occulte leur reste inintelligible. Les simples mortels sont réduits aux présomptions.

Dans le N° 1 de la revue *Boïchévick*, qui constitue le plus important laboratoire de la mystique et de la mystification bureaucratiques, sont publiés trois discours de Staline prononcés en mai 1929 devant le présidium du C.E. de l'I.C. ou en séance de commissions. La rédaction du journal indique soigneusement devant chaque discours qu'il est « publié pour la première fois ». Mais la rédaction n'explique nullement pourquoi ces vieux — et, hélas ! si piètres — discours sont communiqués à la presse. Les discours se rapportent à la période où Lovestone était encore membre du présidium du C.E. de l'I.C. et rivalisait avec Foster pour le titre d'augure de second degré. Dans les discours de Staline, la description de cette rivalité n'est pas dépourvue d'une habileté cynique. Voilà de quelle façon Staline représente la lutte entre les deux clans pour le droit exclusif de présenter en Amérique les dernières découvertes du « léninisme » :

« Le groupe Foster veut démontrer sa fidélité au P. C. de l'U.R.S.S. et se déclare « stalinien ». Très bien. Nous les Lovestoniens, nous irons plus loin que le groupe Foster, nous exigerons le renvoi de Boukharine du Comintern. Que les fostériens essaient donc de nous égaler ! Qu'on sache là-bas, à Moscou, comment nous, les Américains, savons jouer à la bourse ! Le groupe Foster veut démontrer sa parenté avec le Comintern et obtient l'exécution de la décision du Comintern concernant le rappel de Pepper ? Très bien. Nous, les Lovestoniens, nous irons plus loin, nous exclurons Pepper du parti. Que les fostériens essaient donc de nous égaler ! Qu'on sache là-bas, à Moscou, comment nous, les Américains, savons jouer à la bourse ! » (*Boïchévick* 1930, N° 1, p. 10.)

teusion d'une puissance non signataire. La conférence de Londres a ainsi diminué les garanties de paix (comme disent les pacifistes bourgeois) par rapport à celle de Washington ! Celle-ci prévoyait en cas de menace guerrière la réunion d'une nouvelle conférence ; la conférence de Londres laisse entièrement libre chaque pays d'augmenter ses armements s'il se juge « menacé ». A la lueur de cette clause, le pacte n'apparaît plus que comme un chiffon de papier. Cette stipulation tire sa raison d'être du fait que ni l'Italie ni la France ni l'Allemagne n'en sont signataires. Or, le développement des deux derniers pays, surtout, inquiète les rois de la mer ; les armements de la France, la révolution technique opérée par le militarisme allemand sont autant de facteurs qui limitent au sens réel du mot la portée du pacte à trois.

La crise économique mondiale a provoqué la conférence de Londres comme la crise de 1921 avait provoqué celle de Washington ; en ces moments, le militarisme est lourd pour les puissances capitalistes et elles s'entendent à le limiter plus ou moins, de même qu'un cartel industriel limite sa production pour empêcher la chute des prix. Mais, que la crise se résolve partiellement, au moins pour certains Etats, et on assistera de nouveau à la course aux armements, parallèle à la ruée sur les débouchés. La limitation au point de vue quantité comme au point de vue intensité des moyens de destruction cessera dès que la crise mondiale évoluera à l'avantage de quelques puissances. Alors apparaîtra la menace de guerre réellement et non plus seulement dans les bavardages de l'Humanité.

Poul SIZOFF.

Pour bien apprécier ce discours, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pourtant pas d'agents de change, mais de deux fractions dont l'une dirigeait le Parti américain pendant plusieurs années et menait une lutte glorieuse contre le « trotskysme » (le clan Lovestone), et que l'autre était mise à la tête du Parti tout récemment pour exécuter les tâches de la « troisième période ».

Le but d'une publication tardive

Il est impossible de ne pas se poser d'abord une question : Quel but poursuit Staline en publiant les articles aujourd'hui, plusieurs mois après les avoir prononcés et en mettant publiquement sur le même plan Lovestone, exclu du Comintern et Foster qui porte encore haut le drapeau du stalinisme ? « C'est un grand mystère ». Cette publication inattendue de discours prononcés dans les séances les plus secrètes semble tout à fait inconcevable si l'on n'admet pas qu'il s'agit là de quelque nouvelle machination secrète dont les augures du premier degré pensent informer au moment opportun les augures du second rang.

Mais peut-on faire une telle hypothèse irrévérrencieuse ? De ce discours de Staline, il résulte que c'est absolument impossible. Il faut tenir compte que la partie principale du discours est consacrée — qui pourrait l'imaginer ? — à la morale révolutionnaire. Oui, c'est ainsi, nous ne plaisantons pas. Voilà ce que dit à ce sujet notre compétent orateur :

« Ou nous sommes des léninistes, et alors nos relations mutuelles, ainsi que celles des sections avec le Comintern et inversement, doivent être basées sur la confiance mutuelle, doivent être pures et claires comme le cristal, — et partout le jeu diplomatique pourri ne doit pas trouver place dans nos rangs. Ou nous ne sommes pas des léninistes — et alors... » (p. 10.)

... Et alors, évidemment, tout est permis : l'intrigue, les tromperies, les allusions obscures, les calomnies abjectes, l'assassinat dans un coin. Mais étant donné que Staline est « léniniste », il est, par conséquent, d'après sa propre attestation « pur et clair comme le cristal » ; puisque l'autorité de Staline dans les questions de « loyauté » et de morale, en général, fut, comme on le sait, attestée une fois pour toutes par Lénine lui-même, il est parfaitement clair que, dans le cas donné, il ne s'agit pas du tout d'une « intrigue diplomatique pourrie ». Mais, tout de même, quel est donc le sens de cette publication si inattendue ? Et elle doit avoir un sens, n'est-ce pas ?

Peut-être est-elle simplement destinée à compromettre Lovestone l'exclu ? Admettons-le. Mais alors que doit-on penser de Foster ? Or, en ce qui concerne ce dernier, le discours du moraliste impitoyable jette une lumière qui, quoique « claire », n'est pas tout à fait « pure ». Nous ferons de nouveau une citation : elle en vaut la peine :

Sur un entretien mystérieux

« Pour montrer comment de pures mœurs communistes se dénaturent et se souillent de boue au cours des luttes fractionnelles, on pourrait encore s'appuyer sur un fait comme, par exemple, mon entretien avec les camarades Foster et Lovestone. Je parle de l'entretien qui eut lieu pendant le VI^e Congrès. Il est caractéristique que dans sa correspondance avec ses amis, Foster représente cet entretien comme quelque chose de mystique, dont on ne doit pas parler à haute voix... D'où vient cette mystique et à quoi sert-elle, chers camarades ? Que pouvait-il y avoir de mystérieux dans mon entretien avec les camarades Foster et Lovestone ? A les entendre, on pourrait penser que je les aurais entretenus de choses dont il est honteux de parler. Mais tout cela est stupide, camarades. A quoi bon ce jeu de mystique ? Est-ce difficile de comprendre que je n'ai rien à cacher aux camarades ? Est-ce difficile de comprendre que je suis toujours prêt, et n'importe quel moment, à raconter aux camarades depuis le commencement jusqu'à la fin, le contenu de mon entretien avec Foster

et Lovestone ?... » (p. 11, souligné par nous).

Ainsi Foster est accusé, ni plus ni moins, d'avoir dénaturé et souillé les mœurs communistes. Mais Foster n'est-il donc pas à la tête du parti communiste des Etats-Unis ? Mais Foster n'est-il donc pas membre du présidium du Comintern ? Nous n'exigeons pas que chaque communiste, même de l'espèce des chefs, soit infailliblement « pur et clair comme le cristal ». C'est un critère trop haut, pour ainsi dire surhumain. Mais il y a cependant beaucoup de degrés transitoires entre le « cristal » et la « boue ». Comment donc de simples mortels peuvent-ils s'expliquer que le joueur à la bourse Lovestone soit remplacé par Foster qui « couvre de boue » — non pas de vernis ou de dorure, mais de boue — « les pures mœurs communistes » ? Et pourquoi — voilà le clou de la question — le chef des chefs, pur comme le cristal, estimait-il nécessaire de dévoiler ce mystère inconnu, seulement plusieurs mois après que l'opaque Foster eut remplacé Lovestone, aussi opaque que lui, au gouvernement de la direction ?

La victoire de Foster

Mais ce n'est pas tout : nous apprenons en passant — à vrai dire, nous n'en doutons pas — que Foster ne remporta nullement une victoire « contre » Staline, mais, au contraire, grâce à quelque entretien secret avec lui. « D'où vient cette mystique et à quoi sert-elle, chers camarades ? » Justement : d'où et à quoi bon ? Est-il si difficile de comprendre que Staline « est prêt, à n'importe quel moment, à raconter aux camarades du commencement à la fin » — tout, absolument tout ? Et pourtant on ne peut pas ne pas être tenté par une hypothèse : ne s'agit-il pas là simplement de renverser Foster ? Autrement on ne peut absolument pas comprendre pourquoi il faut diffamer le chef récemment nommé, en le comparant à la boue ?

Les choses ne sont nullement simplifiées par les mots suivants, bien catégoriques, pourtant, prononcés par Staline à l'adresse de Foster :

« Comment en sortir ? » se demande l'orateur, et il répond : « Le camarade Foster avait indiqué une issue. Il résulte de sa proposition qu'il faut remettre la direction du Parti à la minorité (c'est-à-dire au groupe Foster. A.). Peut-on accepter cette proposition ? Non, on ne le peut pas. La délégation du C.E. de l'I. C. a commis une erreur, lorsqu'elle s'écarta de la majorité (Lovestone), sans s'écarter en même temps de la minorité (Foster)... Par conséquent, la proposition du camarade Foster, avec toutes les conséquences qui en découlent, tombe de soi-même. » (p. 12.)

Il en résulte qu'en mai 1929, Staline avait carrément refusé à Foster la place de Lovestone qu'il revendiquait, mais pourtant était-ce carrément ? On voyait alors les choses de cette manière : Foster devait encore prouver sa « fidélité ». Staline l'accusait en passant d'être prêt, dans sa lutte fractionnelle contre Lovestone, à se servir de « trotskystes masqués ». C'est en cela que consistait alors — en mai 1929 — le centre des accusations dirigées contre Foster. Le sermon de Staline avait alors pour tâche d'effrayer Foster plutôt que de le compromettre. Il y a pleinement réussi. Foster fournit avec abondance toutes les preuves de fidélité exigées de lui.

Une indécence

L'affaire se complique encore d'une accusation tout à fait inattendue :

« Foster et Bittelman — ainsi s'indigne notre moraliste — ne voient rien de blâmable à se déclarer « stalinien » pour prouver leur fidélité au P.C. de l'U.R.S.S. Mais n'est-ce pas une véritable indécence, chers camarades ! Ne savez-vous donc qu'il n'y a pas (1) et qu'il ne doit pas y avoir (11) aucune sorte de « stalinien » ? Pourquoi admet-on cette indécence de la part de la minorité ? » (p. 9.)

Il paraît que se déclarer stalinien — c'est « une véritable indécence ». Qui aurait pu se l'imaginer ! Dans le même *Boïchévick*, un autre « cristal », d'un calibre plus petit, mais pas d'une moindre trans-

parence — il s'agit de Koussinen — démontre, pourtant, en vingt pages compactes, qu'être stalinien — c'est le premier et, au fond, l'unique devoir de tout fonctionnaire qui se préoccupe sérieusement de son destin. L'article du héros incomparable de la révolution finlandaise (en 1918) porte ce titre : « Staline et la bolchévisation du parti ». L'auteur démontre, avec l'éclat qui lui est propre, que le Comintern doit ses grands succès en Chine, en Angleterre, et dans d'autres pays, à Staline. Quant aux défaites, elles ne sont dues qu'aux autres. Staline, de son côté, parle avec beaucoup d'éloges de Koussinen. Mais il faut croire que tout cela n'est qu'un simple hasard qui n'a rien à voir avec l'affaire. Si Koussinen, pour obtenir de l'avancement, se déclare, sur 20 pages, stalinien à l'échelle internationale cela c'est son affaire personnelle. Si Foster, pour chasser Lovestone de la direction du Parti américain et prendre sa place fait les mêmes déclarations (en mai 1929) alors c'est « une véritable indécence, chers camarades ».

Et pourtant nous gardons la certitude que tout dans le monde a sa raison d'être et, en politique, son but. Peut-on admettre qu'un discours est « publié pour la première fois », uniquement pour attester une fois de plus l'incorruptibilité politique de Staline envers ces caméléons qui se déclarent stalinien jusqu'à l'abnégation ? Une telle supposition n'est pas dépourvue en elle-même de probabilité, dans « la troisième période » qui se caractérise tout d'abord par la réclame monstrueuse, archi-américaine, honteusement « indécente » de la superdirection personnifiée. Mais peut-on pourtant admettre que pour cela on traîne dans la boue, sans aucune nécessité, pour ainsi dire en passant, la réputation de chefs de second rang non encore remplacés ? S'il en est vraiment ainsi, alors cela veut dire qu'une nouvelle étape de la régénération bonapartiste du régime bureaucratique commence, une étape où même l'entourage le plus immédiat s'approche déjà du « bas peuple ».

Le fond de l'histoire

Cependant nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement de cela. Tous les précédents — et il y en a pas mal — incitent à conclure que, bien que le Comintern n'est pas une bourse, les actions de Foster dans la fraction stalinienne ont quand même baissé. Pourquoi ? nous ne le savons pas. En tout cas, pas pour des raisons de principe : dans ce domaine, Foster est loin de vouloir ou d'être capable de causer un embarras quelconque. Mais alors de quoi donc s'agit-il ? C'est un mystère qui n'a pas encore franchi le cercle des augures des deux premiers degrés. Pourquoi donc ne pas demander le secret à l'auteur même des discours ? Ce n'est certainement pas lui qui tient au secret. « Est-ce si difficile de comprendre que (lui), il n'a rien à cacher aux camarades ? Est-ce si difficile de comprendre que (lui), il est toujours prêt, à n'importe quel moment, à raconter aux camarades du commencement jusqu'à la fin tout, tout... sauf, paraît-il comment et pourquoi il a fusillé Bloumkin. Mais nous comptons bien avoir aussi une réponse là-dessus. »

La *Pravda* du 7 mars annonce que les discours de Staline de l'année passée sur la question américaine sont publiés en brochure. Tirage — 100.000 exemplaires ! Nous ne nous sommes pas trompés : l'affaire apparaît plus « profonde », qu'elle pouvait paraître aux non initiés. Cependant, un tirage si inattendu de discours aussi vides (ils ne contiennent rien à part leur cynique déclamation) — ne nous donne nullement la clé de l'énigme fatale. 100.000 exemplaires ! Cette brochure est vraiment publiée pour les masses. Mais que comprendront les masses de ce commentaire inattendu de la carrière inopinée de Foster ? Ou peut-être la publication en brochure doit-elle démontrer à Foster lui-même qu'on n'a pas l'intention de plaisanter avec lui ? Ou peut-être encore le tirage apocalyptique ne provient-il que du zèle excessif des exécutants, comme cela s'est produit avec la collectivisation ? A vrai dire, il devient toujours plus difficile de se débrouiller dans les zigzags de la ligne générale.

ALPHA.

LA VIE OUVRIÈRE

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

La grève des filatures de coton, Thiriez, à Loos-les-Lille, s'est terminée par un échec : 1.600 ouvriers et ouvrières en lutte depuis le 7 avril sont rentrés le 15, sans obtenir les 0 fr. 50 horaires demandés. Les dirigeants unitaires s'étaient époumonnés à démontrer « à travers » la grève Thiriez, le « nouvel essor révolutionnaire ». L'absence totale d'organisés, par conséquent le défaut d'une base solide dans l'usine, rendait la lutte très malaisée. On n'en a pas tenu compte.

A Lyon, l'effervescence augmente dans le bâtiment. Plusieurs milliers d'ouvriers pratiquent la grève perlée pour obtenir des augmentations de salaire. Le 17 avril, les patrons ont répondu en lock-outant mille ouvriers. Ce sont les autonomes qui dirigent le mouvement. L'Humanité, les couvre régulièrement d'injures, les accusant couramment de « trahison » ; mais leur influence ne diminue pas. Il faudra autre chose que des injures pour renforcer la C.G.T.U. à Lyon.

A propos de la grève démonstrative du bâtiment de la région parisienne (17 avril), la fédération unitaire écrit : « La faiblesse principale du mouvement, c'est le manque d'action directe collective. Contre cette faiblesse il faut réagir vigoureusement pour empêcher une grève d'usure. »

Les 17, 18, 19 avril, congrès des fonctionnaires adhérents à la C. G. T. Discussion sur les traitements ; protestations contre les avantages consentis aux fonctionnaires supérieurs, dont les traitements bénéficient du coefficient 4, alors que les commis n'ont que celui de 3,85 et les expéditionnaires et les dames employées celui de 3,50. Pour ces deux catégories le congrès réclame le coefficient 5. Les chefs confédérés ont fait consacrer par le congrès l'abandon du traitement de base de 10.800. Ils ont fait refuser, en protestant de leur amour pour l'unité, une proposition de front unique des autonomes.

Les 1.200 employés des tramways de Lille en grève, ont consenti à faire arbitrer les points en litige. Salengro, le maire socialiste en était très heureux, la « paix sociale » étant troublée. Les tramways demandaient 1 fr. 20 d'augmentation journalière ; la compagnie n'offrait que 0 fr. 80. Finalement ils ont obtenu satisfaction. Mais la compagnie n'a pas tout perdu. Elle a fait décider par les arbitres qu'à l'avenir, les employés de tramway ne pourraient reprendre leur liberté qu'un mois après des pourparlers d'une durée de 20 jours.

Les 19, 20, 21 avril, a eu lieu à Paris, le congrès de la fédération unitaire du bois. Tous les rapports ont été adoptés à une majorité évidemment écrasante. Ecrasés, ont été aussi les deux délégués minoritaires. Le plus drôle, c'est que le secrétaire fédéral, Fayet, a tiré vanité du chiffre de 10.000 adhérents à la fédération. Cela fait une proportion d'organisés dérisoire, mais la direction confédérale et l'Humanité n'éprouvent pas le besoin de s'en étonner et pour cause. Fayet ayant pour originalité d'être toujours dans la « ligne ».

Le congrès des usines métallurgiques de la région parisienne organisé par l'Union syndicale unitaire de la métallurgie a eu lieu à Paris, le 20 avril. Il devrait être la préface de la grève générale annoncée à son de trompe par les dirigeants unitaires depuis plusieurs semaines. En fait, les grands discours des Gitton, Doriot, Varagnat, etc... ne peuvent masquer le fait, qu'une deuxième session a été prévue pour... après le 1er mai et la grève générale renvoyée aux calendes. Ajoutons que la

représentation des usines a été on ne peut plus exagérée. Ainsi les délégués, selon la tradition, ne représentaient, la plupart, qu'eux-mêmes. Mieux, certains, tel le polisseur dont l'Humanité a rapporté l'intervention, a été baptisé par elle, polisseur de chez Renault ; or ce camarade, polisseur, en effet, travaillait dans une petite boîte du 14e arrondissement. On voit donc ce que valait la soi-disant représentation des usines.

Au Havre, le 20 avril, le fameux congrès des ports de la Manche et de l'Atlantique, organisé par le bureau confédéral unitaire a tenu ses assises. Il a été marqué, tout au début, par une bagarre entre Herclot, représentant le bureau confédéral et les éléments autonomes du port du Havre. Malgré leur expérience des mises en scène, les dirigeants confédéraux n'ont pu réussir à monter de toutes pièces une délégation du port de Dunkerque, le plus important de tous ceux convoqués.

Une discussion a eu lieu dans le but d'unifier les salaires, comme si la fédération unitaire n'était pas qualifiée pour cette besogne. Mais pour le bureau confédéral, ça n'était qu'un prétexte. Il fallait avant tout faire battre par les dockers, les dirigeants fédéraux minoritaires. Le congrès du Havre n'a pas encore atteint ce but ; les dirigeants confédéraux en sont pour leurs frais.

Les « informations » de l'Humanité

L'Humanité du 20 avril fait état d'une statistique officielle concernant la situation du marché du travail pour justifier l'analyse de la situation économique faite par les dirigeants de la C.G.T.U. et pour montrer la « trahison de leurs adversaires. »

Le plus curieux c'est que la statistique en question a été tronquée, dénaturée à tel point que les déductions qu'en tire l'Humanité s'en trouvent singulièrement amoindries. Sur les 38 départements cités par la statistique, 8 ont été choisis par l'Humanité. Mais, même ces 8 ont fait l'objet d'un certain « arrangement » par le peu scrupuleux rédacteur. Ainsi pour les Bouches-du-Rhône, il est dit dans la citation soi-disant exacte que : « A Aix, la légère amélioration, précédemment signalée, ne s'est pas maintenue. » Or, la citation complète a été « allégée » des passages suivants : « A Marseille on constate une certaine activité dans l'industrie hôtelière et, d'autre part, dans le bâtiment et les terrassements. Dans les industries du vêtement, la main-d'œuvre qualifiée est déficiente. A Arles, les travaux reprennent dans l'agriculture. Situation normale dans l'industrie. A Salon, la main d'œuvre féminine fait défaut dans les commerces de l'alimentation et les services domestiques. »

Idem pour la Loire, où l'Humanité cite le passage qui constate un certain ralentissement dans les exploitations minières, alors qu'elle passe sous silence ceux où il est dit que « dans la métallurgie, le bois, la verrerie, les tissages, le travail est régulier. »

Les autres citations sont arrangées de la même manière. Ajoutons aussi que le Puy-de-Dôme et l'Indre sont cités, pendant que par exemple, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, Belfort, sont soigneusement omis. C'est significatif, lorsqu'on sait l'importance de cette région, région des mines de fer et des hauts-fourneaux, région des barons du Comité des forges.

L'Humanité, n'est pas chiche d'injures. Accuser ses adversaires de trahison est pour elle chose bénigne. Mais comment doit-on qualifier ceux qui, pour les besoins de leur cause, trompent les ouvriers en tronquant et en falsifiant les textes ? N'est-ce pas là une véritable trahison ?

Vers l'arbitrage obligatoire

Pendant que les dirigeants de la C.G.T.U. sont absorbés par la lutte qu'ils mènent à couteau tiré contre les minoritaires, le gouvernement, en la personne de

M. Louis Rollin, s'efforce d'instituer dans la marine marchande la procédure de l'arbitrage obligatoire, destinée à supprimer les « inconvénients » que sont pour les patrons et leurs serviteurs du gouvernement, l'exercice du droit de grève.

Un protocole a été signé par le ministre, le comité central des armateurs et les représentants des syndicats confédérés maritimes.

Dans l'article premier dudit protocole il est dit que :

Lorsqu'il se produit un différend d'ordre collectif entre une ou plusieurs entreprises de transports maritimes et leurs équipages, les deux parties s'engagent mutuellement à ne pas provoquer des arrêts ou cessations de travail à bord des navires, avant que l'objet du différend n'ait été examiné dans une réunion tenue par les parties, sous la présidence d'un conciliateur désigné par le ministre de la Marine marchande.

Plus loin un autre article indique :

Il est entendu qu'en attendant que cette procédure soit terminée, aucun changement ne pourra être apporté à la situation telle qu'elle existait antérieurement à l'origine du conflit.

Naturellement les chefs des syndicats confédérés maritimes n'ont pas été seuls dans leur besogne de laquais des armateurs. On annonce qu'à la Chambre la commission de la marine marchande présidée par le socialiste Henri Tasso, a donné son entière approbation au protocole. Que les socialistes complètent au parlement l'œuvre des chefs confédérés, voilà qui est très logique.

Pour organiser les odieuses comédies baptisées « congrès des ports », les chefs de la C.G.T.U. montrent d'éminentes capacités. Quant à lutter sérieusement contre le gouvernement, les armateurs, les confédérés et les socialistes collaborent ensemble pour ligoter par l'arbitrage obligatoire, les exploités maritimes, c'est là pour la direction unitaire une tâche où apparaît sa lamentable incapacité.

Le congrès des fonctionnaires confédérés

A Paris (17, 18 et 19 avril), s'est tenu le congrès des fonctionnaires adhérents à la C.G.T. Saisi, à nouveau, d'une proposition de front unique faite par la fédération autonome, le congrès l'a repoussée. Le prétexte invoqué notamment par le représentant de la C.G.T., Lenoir, était que, « ce serait favoriser le maintien face à face de deux organisations. » Quelques délégués (Var, Somme et Nord) avaient suggéré d'établir une liaison avec les autonomes dans le but d'éviter « de présenter aux pouvoirs publics, des revendications différentes. » Ils n'ont pas été suivis.

Les autonomes rentreront-ils à la C.G.T. ? Et tout cas, les dirigeants de la C.G.T. ne cachent pas leurs espoirs et leur font des avances clairement exprimées. Lenoir a demandé au congrès « de ne pas poser de conditions aux membres de la fédération autonome ». Et la motion votée est significative ; elle indique que « si la fédération autonome veut réellement, comme la fédération confédérée le désire elle-même, l'unité, il lui appartient, puisqu'elle déclare s'inspirer de la charte d'Amiens qui est toujours celle de la C.G.T., de reprendre purement et simplement sa place dans les rangs de la Fédération qui est prête à faire tous ses efforts pour faciliter cette réintégration. Le Congrès décide à cet effet de nommer une commission qui, si la Fédération autonome en manifeste l'intention, se mettra en rapports avec elle pour rechercher les modalités de réintégration. »

Isolés des unitaires, avec lesquels ils ont rompu à l'époque de la fameuse journée rouge du 1er août, les autonomes cherchent à relier leur action à celle d'autres organisations. La crise que subit actuellement la C.G.T.U. livrée aux pratiques des Gitton et Cie, a pour résultat, d'orienter vers les confédérés, des éléments qui, comme la fédération des fonctionnaires, se rapprochaient de la C.G.T.U. Les chefs confédérés peuvent se réjouir ; les Gitton qui sévissent à la C.G.T.U. travaillent pour eux.

Dans la région parisienne

LA GREVE DU BATIMENT

L'enjeu du mouvement où sont engagés une dizaine de milliers d'ouvriers terrassiers, cimentiers et d'autres spécialités du bâtiment, travaillant en grande partie dans les chantiers du Métro, a une grosse importance. Il ne se borne pas à l'augmentation de 0 fr. 50 et 0 fr. 75 réclamée par les organisations unitaires du bâtiment. C'est à la désagrégation de ces dernières que les patrons attachent un grand prix. L'échec du mouvement confédéral leur espoir. Abattre ou réduire dans de grandes proportions l'influence, la force du puissant syndicat unitaire des terrassiers fort de plus de 10.000 adhérents, quelle victoire pour la Chambre patronale de combat de la rue de Lutèce !

Le déclenchement du mouvement n'a pas surpris les patrons du bâtiment. Ils y étaient préparés de longue main. Au début du conflit, il y a un mois, la lutte localisée à quelques chantiers, permettait aux patrons de lock-outer les ouvriers unitaires et de les remplacer progressivement par des équipes de jaunes toutes prêtes appartenant aux syndicats verts et jaunes, également infects. C'est pourquoi les dirigeants unitaires du bâtiment se sont efforcés de généraliser le mouvement. La tentative de grève générale du 17 avril n'avait pas d'autre but. Sur son résultat, l'Humanité écrit le lendemain :

Hier, en grand nombre, les gars du bâtiment ont déserté les chantiers...

En grand nombre, néanmoins pas en nombre imposant, puisque le total des chômeurs n'a pas suffisamment dépassé le nombre des grévistes des jours précédents... Nous avons déjà souligné les faiblesses de la grève des terrassiers et cimentiers du Métro. Son manque d'extériorisation, l'absence d'action directe, influèrent sérieusement sur la journée d'hier. La passivité constatée ces jours derniers s'est continuée, à quelques exceptions près.

A quoi donc est dû tout ce que constate l'Humanité ? Les faiblesses dont elle parle ne sont pas habituellement le fait des gars du bâtiment considérés depuis longtemps comme les éléments les plus résolus, les plus énergiques dans les luttes ouvrières.

Il y a autre chose que l'Humanité fait. Et c'est ce qu'elle cache qui est important. Par exemple, c'est à peine si dans l'affiche invitant les ouvriers à désertier les chantiers le 17 avril, on mentionne timidement la lutte à mener pour « la légalité des organisations syndicales et politiques. »

La « sagesse » inattendue des dirigeants unitaires, ne se livrant qu'à une « politisation » très réduite de la grève des ouvriers du bâtiment, n'est pas sans cause. En réalité, Gitton et ses amis y ont été contraints par ceux-là mêmes qu'ils louaient si fort et dont ils se servaient comme troupes de choc dans les journées internationales genre 1er août et 6 mars.

UN LIVRE

que chaque militant doit lire

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY
Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS
Un volume in-16 Jésus de 612 pages
Prix : 25 francs

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse,
PARIS-10e

ABONNEZ-VOUS!

SOUSCRIVEZ!

ECRIVEZ-NOUS!

LES LIVRES

Charles BOUSSINOT. — Les Meskines (Ed. Librairie du Travail). 15 fr.

La Librairie du Travail a eu l'excellente idée de faire coïncider avec les fêtes impérialistes pour le centenaire de la conquête de l'Algérie, la publication du roman de Boussinot. Plutôt qu'un roman ce livre est une suite de tableaux qui nous montrent la vie d'un douar de meskines, d'indigènes tunisiens, travaillant pour le compte de la bourgeoisie indigène ou française, dans les champs, dans les mines, etc... D'une manière très simple l'auteur peint la vie quotidienne des indigènes écrasés par l'impôt, livrés aux caprices du maître, propriétaire foncier tunisien ou français. Même ceux qui possèdent un petit lopin de terre qu'ils peuvent cultiver dépendent de la pluie dont le manque détermine la mauvaise récolte, la famine, le recours aux emprunts, la mainmise des usuriers sur le maigre bien du meskine, en un mot, de la suite d'opérations par lesquelles les rapports découlant de l'exploitation capitaliste s'installent dans un pays. Ceux qui sont valides et sans ressources vont chercher du travail dans les exploitations industrielles, notamment les mines.

Boussinot montre avec netteté la misère constante des indigènes, l'incertitude de leur sort, et enfin, nous fait assister à l'éveil de la conscience de classe dans une mine où l'exploitation a acculé les prolétaires indigènes et étrangers à la révolte. Révolte écrasée, d'ailleurs, par l'impérialisme qui fête actuellement le centenaire de sa domination sanglante.

Livre excellent, qu'il est bon de répandre.

LAPJAT RAY. — L'Inde malheureuse. Trad. Girelle. Préface de R. Rolland. (Ed. Rieder.) 20 fr.

Ce livre est l'œuvre d'un leader nationaliste hindou assassiné par la police de l'envahisseur impérialiste, triste issue de ces « combats non-violents » que célèbre Román Rolland dans la préface.

C'est une réponse à Mother India de Miss Mayo, professionnelle de la calomnie contre les peuples opprimés, qui après avoir opéré pour le compte de sa patrie d'origine (les Etats-Unis) par un livre sur les Philippines, a mis ses « talents » au service de l'impérialisme britannique en écrivant un factum de propagande contre l'émancipation hindoue.

Miss Mayo avait démontré par raison péremptoire l'incapacité de l'Inde à se gouverner elle-même, en arguant de divisions religieuses, du régime des castes, des mariages d'enfants, de l'immoralité sexuelle des Hindous, sait-on encore? et conclu à la nécessité du contrôle britannique pour empêcher ce malheureux pays de se pourrir tout à fait et d'inoculer son venin au reste de l'univers. La réponse de Lapjat Ray se tient au niveau de l'attaque et elle est faible comme ne peuvent que l'être les productions aussi bien historiques que littéraires de cette classe historiquement condamnée au rôle d'état tampon entre l'oppression étrangère et les masses en révolte, et par là, à jouer un rôle toujours équivoque : la bourgeoisie hindoue.

L'idéologie de la bourgeoisie hindoue ne sait être qu'une oscillation entre le mysticisme réactionnaire et vide de Gandhi et un plat réalisme réformiste à l'image occidentale capitaliste que l'Inde bourgeoise voudrait bien essayer de copier. Le premier sert de dehors brillant à l'autre qui donne le véritable contenu.

C'est le réalisme occidental réformiste qui triomphe dans le livre de Lapjat Ray. La seule réponse c'est : Et vous ? Et d'invoquer la situation des nègres en Amérique, l'immoralité sexuelle occidentale. La conclusion, c'est donc que l'Inde bourgeoise fera au moins tout aussi bien que les démocraties capitalistes occidentales. Nous tolérons la situation que vous faites aux nègres, tolérez celle que nous faisons aux « intouchables ». D'ailleurs, vous comme nous, sommes pleins de bonne volonté.

Preuve qu'il y a des problèmes que la bourgeoisie hindoue ne veut ni ne peut résoudre. La libération de l'Inde ne sera pas seulement la libération de l'impérialisme britannique, mais sa libération de sa propre bourgeoisie oppresseuse. — A. A.

Achetez toujours LA VERITE au même marchand.

La vie de la Librairie du Travail est en danger

En danger, après plus de douze années de lutttes pour maintenir un organisme de propagande et d'éducation révolutionnaire au service de l'ensemble du mouvement ouvrier.

En danger, malgré son stock important, dont l'écoulement régulier assure-rait son existence.

Mais, presse et libraires nous boycottent, et seules des relations directes avec ceux que notre effort intéresse pourraient nous sortir de nos difficultés et nous permettre de poursuivre notre travail.

Cela ne se pourrait que par le développement du nombre de souscripteurs à nos éditions (ce qui permet de bénéficier de réductions de 20 à 40 0/0 sur les prix définitifs) et d'abonnés à notre « Colis Mensuel ».

Pour l'instant, c'est une aide immédiate et efficace que nous demandons.

Il ne s'agit pas, pour nous sauver, de sacrifice, mais d'un effort précis qui n'est pas au-dessus des possibilités de chacun.

CE QUE NOUS PROPOSONS EST SIMPLE

Faire un choix dans la liste de nos éditions et des livres que nous possédons en nombre, et nous en passer commande aussi rapidement que possible.

Camarade lecteur, il est certainement des ouvrages que tu désires posséder, dans cette liste. Et il en est aussi que tu peux faire acquérir, autour de toi.

Montre donc cette liste aux camarades qui t'entourent, aux organisations dont tu fais partie. Réunissez-vous afin d'obtenir les conditions les plus réduites en groupant vos demandes. Tu comprends bien que les conditions spéciales que nous accordons pour faciliter la réussite de notre appel, sont aussi pour toi et tes camarades une occasion unique d'obtenir à des prix vraiment réduits, des œuvres que nul militant ouvrier ne devrait ignorer.

Nous comptons donc sur ton adhésion à notre proposition, dans la mesure de tes possibilités personnelles et locales, MAIS NOUS L'ATTENDONS SANS DELAI.

CONDITIONS DE VENTE

Réduction de 20 0/0 sur commande minimum de 50 francs au prix marqué, soit net 40 francs.

Réduction de 25 0/0 sur commande minimum de 100 francs au prix marqué, soit net 75 francs.

Réduction de 30 0/0 sur commande minimum de 200 francs au prix marqué, soit net 140 francs.

Réduction de 40 0/0 sur commande, minimum de 500 francs au prix marqué, soit net 300 francs.

Pour toute commande de cent exemplaires d'un même titre, réduction de 40 0/0 ; par mille exemplaires, 50 0/0. Nous signalons particulièrement notre collection les « Bonnes Feuilles », dont les brochures à 0 fr. 25 peuvent être largement répandues.

Adresser commande par chèque postal : Paris, n° 43-08 (c'est le plus économique) en n'indiquant que les numéros d'ordre des ouvrages choisis.

VIENT DE PARAITRE

Le premier numéro du Bulletin mensuel de l'opposition de gauche en langue yiddish

“Die Klorkejt”

Au sommaire :

1. Déclaration.
2. Testament de Lénine.
3. TROTSKY : « la troisième période » d'erreurs de l'I.C.
4. SENINE : Sur nos anciennes positions.
5. OBIN : Deux ans d'activité de la C.G.T.U.
6. EMILE : Qui porte la responsabilité ?
7. La kultur-ligue. Divers.

Paraît le 1^{er} du mois ; 16 pages. Prix 1 franc.

En vente 45, boulevard de la Villette et dans les kiosques.

La Vie du journal

Nous avons réalisé, au cours de ces dernières semaines, un sérieux travail d'organisation en ce qui concerne notre opposition de gauche, aussi bien dans le domaine national que dans le domaine international. Nous en avons exposé les résultats dans les deux précédents numéros de la *Vérité*. Nous serons ainsi désormais mieux à même de rassembler et d'utiliser nos forces. Ceci nous ramène à ce qui doit être constamment au cœur de nos préoccupations : notre hebdomadaire, son développement, son amélioration continue. Une bonne presse, solide, sérieuse, au large rayonnement parmi les ouvriers est pour nous l'instrument indispensable d'une action féconde.

La vente au numéro

Si nous examinons d'abord la question sous son aspect administratif, il nous faut constater que trop de camarades n'ont pas encore fait l'effort que nous attendons d'eux et qu'il est absolument nécessaire qu'ils donnent. Nous avons attiré plusieurs fois leur attention sur l'importance d'une juste distribution du journal. Le but à atteindre ici c'est une répartition qui serre du plus près possible la vente hebdomadaire, de façon à éviter le retour onéreux d'inventus en trop grand nombre. Or nous ne pouvons l'atteindre que si nos camarades s'attellent sérieusement à la besogne qui consiste à enquêter auprès des marchands de leur quartier. En l'absence d'informations précises, nous sommes réduits à opérer un peu au hasard ce qui ne peut avoir que des conséquences fâcheuses. Nous leur demandons donc de nouveau et d'une manière pressante d'abord d'acheter toujours leur *Vérité* au même marchand, ensuite de veiller à ce que le journal soit exposé en bonne place à l'extérieur des kiosques et boutiques, et de questionner les libraires sur la vente pour savoir qui reçoit trop de numéros et qui n'en reçoit pas assez. Nous comptons absolument sur ces renseignements pour régulariser notre distribution au cours des prochaines semaines.

La distribution en province

Si ces renseignements nous sont nécessaires pour Paris et la banlieue, ils le sont plus encore pour la province. Nous avons étendu il y a trois mois la vente du journal au numéro à toutes les grandes villes et aux centres industriels. Cela a donné des résultats intéressants qu'il faut maintenant consolider en supprimant les distributions inutiles et en en créant de nouvelles là où il y aurait intérêt à le faire.

Abonnez-vous !

Mais ce qui reste pour le journal le meilleur soutien c'est l'abonnement. Or nous sommes ici fort loin de compte. Beaucoup de nos amis font preuve de passivité et ne se préoccupent pas assez de recruter autour d'eux de nouveaux abonnés, ni de nous envoyer des listes d'abonnés possibles auxquels nous envoyons un ou plusieurs numéros du journal.

Ecrivez-nous !

Une autre question également importante et pour une bonne part liée à celle-ci : c'est celle du contenu du journal. Nous l'avons posée plusieurs fois mais nous ne devrions pas avoir besoin de le faire pour que les camarades de l'opposition l'aient constamment présente à leur esprit et nous communiquent leurs observations. Quelques-uns le font, mais ils restent en trop petit nombre alors qu'une communication constante entre les lecteurs et nous serait des plus nécessaires. Le but à atteindre ici c'est de faire un journal sérieux qui reste attrayant.

Les améliorations possibles

Quand nous examinons ce problème entre nous, des camarades nous disent que le journal n'est pas assez accessible aux ouvriers. Il est assez caractéristique de constater que cette observation est toujours faite par des camarades français tandis que les camarades étrangers trouvent excellente la tenue du journal. Il y a, dans ce domaine aussi, un courant à remonter. Le Parti a créé, avec sa presse, des habitudes déplorables : il fait des journaux vides avec des titres flamboyants et des revues illisibles où les articles soignant théoriques et les études ne sont que du rabâchage. Il nous faut éviter le

verbalisme soi-disant révolutionnaire et quand nous abordons une question, la traiter sérieusement. D'où la nécessité de donner des articles assez longs et une information importante sur tout ce qui se passe hors de France.

Est-ce à dire que nous trouvons parfait le journal tel qu'il est ? Certes non. Nous en voyons très bien les insuffisances et les lacunes, et nous nous efforçons sans cesse d'y remédier, de faire un journal plus complet et plus vivant. Mais c'est ici que nous avons besoin de la collaboration de tous les camarades de l'opposition. Ils doivent nous communiquer toute l'information intéressante qu'ils peuvent recueillir ; ils doivent aussi participer plus activement qu'ils ne le font aux discussions que peut soulever tel ou tel article éraillant d'une question particulièrement actuelle ou importante. Sur le projet particulier que nous venons de mentionner, nous leur demandons de nous dire les critiques qu'ils entendent formuler autour d'eux lorsqu'ils essaient de faire de nouveaux lecteurs ou abonnés, et de nous indiquer leur opinion : les modifications et transformations qu'ils jugent souhaitables, s'ils pensent qu'une autre présentation du journal, par exemple sur quatre grandes pages au lieu de huit serait plus favorable à la diffusion.

Qu'ils réfléchissent sérieusement à tout cela, qu'ils interrogent autour d'eux et nous transmettent sans tarder remarques et observations. Cela nous aidera grandement à leur donner chaque semaine un journal meilleur et toujours plus efficace dans la lutte pour le succès des idées que nous défendons.

Notre boutique est maintenant ouverte tous les jours, de 2 heures à 7 h. 30.

L'entrée est rue Henri-Feulard, 6, (Boulevard de la Villette, 45), Paris-X^e.

Vient de paraître le N° 10 du

Bulletin de l'Opposition

(bolchevik-léniniste)

entièrement en langue russe.

Au Sommaire :

L. TROTSKY : Lettre ouverte aux membres du P.C.R. (La situation dans le parti et les tâches de l'opposition de gauche.)

MARKIN : La dissolution du Parti dans la classe.

TROTSKY : Le plan quinquennal et le chômage mondial.

Sur le cours nouveau. — Lettre d'U.R.S.S.

ALFA : « Clair et pur comme le cristal ». — WELL : La scission du Léninbund. — Pour la conférence internationale de l'opposition de gauche. — BERG : le mouvement ouvrier en Lithuanie. — Notes diverses. — Correspondance.

Prix de ce numéro : 5 francs.

Adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan, Paris.

La Vérité

Hebdomadaire de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26